

Un număr vechiu 7 lei

# CURIERUL JUDICIAR

DOCTRINĂ — JURISPRUDENȚĂ — LEGISLAȚIUNE — ECONOMIE POLITICĂ — FINANȚE — CANTOLOGIE

Director: N. C. SCHINA

## COMITETUL :

D. NEGULESCU, Profesor la Facultatea de drept din București, GR. CONDURATU, Consilier la Curtea de Apel București  
 ALEX. CERBAN ALFRED JUVARA IOSEF G. COHEN TR. ALEXANDRESCU V. ANGHELOVICI EUG. EMMANUEL  
 Dr. în Drept din Paris Dr. în Drept din Paris Post Prim-Preged. Trib. Dr. în Drept din Paris Dr. în Drept din Paris  
 Profesor Universitar Avocat Avocat Avocat Jud. Trib. Ilfov Avocat

Secretar de Redacție: E. C. DECUSARA, Dr. în drept din Paris, Directorul Statisticii Judiciare  
 Membru corespondent pentru Paris: EDOUARD LEVY, Dr. în Drept, Avocat, Paris

## ABONAMENTUL

Un an p. Bănel, Case Comerc. și Autorit. 300 lei  
 „Magistrați și Avocați fără supl. 150 „  
 6 luni prețul cel de sus pe jumătate

APARE ODATA PE SAPTAMANA  
 sub direcțiunea unui comitet

Abonamentele se plătesc totdeauna înainte

Redacția și Administrația  
 București, Artei, 5 și Rahovei, 5  
 Lângă Palatul Justiției  
 — TELEFON 13/29 —

## SUMAR

— De la gestion d'affaires d'intérêt privé par un fonctionnaire, par le Mr. R. Demogue, professeur à la Faculté de Droit de Paris;  
 — Câteva observațiuni asupra Proiectului de lege pentru suspendarea executării pedepsei d. închisoare corecțională, de d-l avocat Vintilă Dongoroz;

— Legea Trancu-Iași.—Momentul care a cerut-o, de d-l avocat St. Antim;

— Cronica judiciară, de d-l avocat I. Cohen;

## JURISPRUDENȚĂ:

— Curtea superioară de prize maritime: Alfred M. Pinchas, apel contra hotărârei Trib. de prize din Galați care a validat captura vasului «Mark» (Captura pe Dunăre. Validitate. Pînere sub sequestru și rechiziționarea vasului. Lipsa de intenție a apropierei. Captura efectuată în timpul armistițiului e nulă).

— Idem: Idem (Contestație făcută de Comisarul superior. Inadmisibilitate, Art. 23 din codul de prize maritime).

— Trib. Buzău, sec. I: Ștefan St. Carăș cu Toma I. Cristescu (Amplasat comercial. Închirierea muncii sale. Contract de locație de lucrări. Asociație în participație. Condițiuni. Dacă se poate aplica art. 1472 c. civ. ? Dacă indivizibilitatea măturisirei se poate invoca în materie comercială ?), cu o Notă de d-l avocat P. Vasilescu.

— Idem: Simion C. Nichifor cu Popescu Mirela (Acțiune penală temerară. Dacă se poate aplica art. 93 l. j. o și în materie penală ?), cu o Notă de d-l E. C. Decusară.

— Rezumatele jurisprudenței Curții de Apel București.

Revista noastră este onorată pentru a doua oară în acest an cu colaborarea d-lui R. Demogue, profesor la Facultatea de drept din Paris. Noutatea subiectului tratat de d-sa în articolul de mai jos asupra gestiunii de afaceri de interes privat făcută de un funcționar, nu va scăpa de sigur atențiunii cititorilor, deasemenea expunerea datelor delicatei probleme și a soluțiilor ei. Ne rezervăm plăcuta datorie de a reveni asupra acestui subiect, examinând mai de aproape gestiunea funcționarului public, în legătură cu dreptul nostru constituțional.

Suntem mulțumiți de a putea anunța tot acum că d-l profesor Demogue ne-a exprimat dorința de a veni la București pentru a ține câteva prelegeri și conferințe și a cunoaște cercurile noastre juridice. Desigur că o asemenea solie este bine venită contribuind mai mult la apropierea noastră de Franța.

Fie-ne îngăduit să mărturisim, pe această cale emulnentalu jurist sentimentele noastre recunoscătoare.

*Cher Maître et Professeur,*

*C'est avec un réel plaisir que nous nous empressons de donner publication à votre dernier article sur la Gestion d'affaires d'intérêt privé*

*par un fonctionnaire. Il est certain que l'interprétation nouvelle des effets des actes des fonctionnaires met dans une lumière spéciale la question qui jusqu'à présent n'a pas été admise par la jurisprudence. Le fonctionnaire qui a souffert un accident dans l'exercice de ses fonctions voit son sort plus assuré et cela l'incite au zèle, ce qui ne peut être que dans l'avantage de la société.*

*Chez nous le problème présente une autre difficulté, car la nature juridique du fonctionnaire public émane du pouvoir souverain de l'Etat, dont il détiene une partie.*

*Votre offre de nous honorer par votre présence à Bucarest afin de donner quelques conférences, a été la plus grande satisfaction que nous ayons pu éprouver, en couronnant nos efforts et en resserrant ainsi les liens avec la France. Nous espérons qu'à cette occasion vous voudriez bien faire aussi une conférence au Barreau de Bucarest, vous mettant ainsi en rapport plus intime avec toute notre élite juridique.*

*C'est une grande satisfaction que je ressens personnellement, car j'ai toujours été un des plus fervents admirateurs de la grande nation française et de ses savants. Si jamais j'ai pu ambitionner une récompense pour ma longue et persévérante activité pour la France, vous me la donnez amplement, cher Maître, et je vous en remercie cordialement en vous assurant de mes sentiments les plus empressés et distingués.*

N. C. SCHINA

## De la gestion d'affaires d'intérêt privé par un fonctionnaire

Il y a, à l'heure actuelle, un mouvement très important pour faire disparaître les cloisons étanches que l'on avait établies entre le droit public et le droit privé et pour considérer que certaines institutions de droit civil consacrent des principes généraux dans les relations humaines et qu'ils

peuvent recevoir application dans des matières administratives, sauf à leur faire subir des rétouches nécessaires. C'est ainsi, en France, que, depuis un demi siècle, l'idée a peu à peu triomphé tant en jurisprudence qu'en doctrine qu'un service public, Etat ou commune, pouvait être tenu par l'action negotiorum gestorum envers un particulier qui avait utilement géré ses intérêts (v. not. *Cass. Req.* 12 déc. 1881, *Sirey* 1882. 1. 353).

Mais la gestion d'affaires peut-elle se présenter dans un cas inverse? Les actes d'un service public peuvent avoir procuré à un particulier un avantage exceptionnel. L'Etat ou la commune peuvent-ils prétendre que les dépenses spéciales qu'ils ont faites doivent leur être remboursées à la suite d'une action de gestion d'affaires? Ainsi une commune qui, à l'occasion d'un incendie, a fait des dépenses d'eau extraordinaires ou a fait déblayer l'immeuble incendié, peut-elle se faire rembourser ses dépenses en alléguant qu'elle a géré les intérêts du propriétaire de la maison où le feu avait pris? Une question voisine s'est aussi quelquefois présentée. Le fonctionnaire, qui, dans l'exercice de ses fonctions ou à l'occasion de celles-ci, a subi un dommage, peut-il prétendre qu'il a été blessé en agissant dans l'intérêt d'un particulier et qu'il a contre ce dernier une action de gestion d'affaires? Notamment un agent de police blessé en cherchant à éviter un accident sur la voie publique peut-il se faire indemniser par celui qui, sans son acte de dévouement, aurait éprouvé un dommage? Ces difficultés sont peu connues et M. B. Nicolaesco a eu le mérite de les examiner dans une monographie qui sera utilement consultée.<sup>1)</sup>

La seconde question que nous venons d'indiquer s'est trouvée plusieurs fois soulevée en jurisprudence soit dans le cas déjà cité par nous d'un agent de police blessé en prévenant un accident<sup>2)</sup>, soit dans celui d'un médecin d'hôpital ayant soigné un blessé alors qu'il y avait une personne civilement responsable de l'accident: le médecin réclamant des honoraires à cette tierce personne<sup>3)</sup>. Dans ces divers cas, l'action du fonctionnaire a toujours été rejetée, sans d'ailleurs que le terme de gestion d'affaires ait été prononcée.

Essayons de voir la difficulté ainsi soulevée dans quelques cas avec toute son ampleur et cherchons en la solution.

En dehors des deux exemples cités, on peut imaginer bien des cas analogues. Un pompier peut trouver la mort en cherchant à combattre un incendie, un soldat au cours d'une grève peut être

blessé en défendant une usine contre les ouvriers qui veulent la piller. Un infirmier dans un hôpital peut contracter une maladie en soignant un malade. Peuvent-ils se faire indemniser du dommage subi? (Art. 1375 civ. français et 991 civ. roumain).

Sans doute ces personnes peuvent ordinairement solliciter de l'établissement public dont elles dépendent une pension: ce sera le cas du militaire, de l'agent de police, etc. Mais cette pension ne compense jamais qu'une partie du dommage. La victime a donc intérêt à solliciter de celui à qui elle a voulu rendre service un supplément d'indemnité<sup>4)</sup>.

A ce sujet un premier point nous paraît hors de contestation. Si le tiers paie volontairement le fonctionnaire lésé, il faut dire qu'il n'a pas fait une donation, mais qu'il a acquitté une obligation naturelle. De même, si un écrit quelconque, même une simple lettre contient promesse d'indemniser le blessé, nous y verrons une confirmation de l'obligation qui la transforme en une obligation civile et non une donation dépourvue des formes requises (art. 931 civ. français et 813 civ. roumain).

La reconnaissance d'une obligation naturelle n'est qu'un minimum. Faut-il aller au delà et reconnaître un droit d'action à l'agent du service public contre celui qui a profité de ses actes?

Tout d'abord, l'intervention de l'agent peut avoir été rendue nécessaire par une faute d'un tiers. L'utilité sociale qu'il y a à sanctionner la faute par des dommages intérêts est telle qu'il n'est pas admissible que le fonctionnaire victime de l'imprudence d'un tiers en accomplissant son service se voie refuser une action fondée sur l'art. 1382 civ. français (art. 998 code civil roumain). Ainsi un individu s'enivre par sa faute. Lorsque des agents l'arrêtent, il les frappe, il sera responsable envers ces derniers, bien que son état d'ébriété l'ait rendu inconscient, à raison de sa faute antérieure.

J'irai plus loin. Lorsqu'une personne est responsable sans que l'on ait à prouver une négligence de sa part, le fonctionnaire blessé pourra invoquer contre elle le texte légal qui la rend responsable. A notre avis cette responsabilité, qu'elle repose sur l'idée de risque ou sur une présomption de faute, existe vis à vis de tous, même des fonctionnaires: car le risque repose sur une idée de profit présumé et la présomption de faute est une faute considérée comme déjà prouvée. Selon nous, l'agent de police blessé en arrêtant un cheval emporté aurait pu se prévaloir de l'art. 1385 c. civ. français sur la responsabilité du fait des animaux (art. 1001 c. civ. roumain). Le lien entre le dommage qu'il subit et la faute est assez étroit pour que la responsabilité existe.

A défaut de faute prouvée ou présumée du tiers qui bénéficie de l'acte du fonctionnaire, ce dernier

1) Gestion d'affaires des intérêts privés par les services ou fonctionnaires publics, thèse de Paris 1921.

2) Trib. paix de Paris, 26 septembre 1913. *Dalloz* 1913, 2, 854.

3) Trib. Orléans 23 février 1903. *D.* 1904, 2, 96. Rapprochez Montpellier 26 mars 1903 *Sirey* 1902, 2, 201 (action contre les parents du blessé), trib. Agen 17 mai 1902 *Gazette des Tribunaux* 1902, 2-e série 2, 345.

4) Nous n'examinons pas ici la question de savoir si les deux indemnités peuvent se cumuler.

peut-il agir contre lui par l'action *negotiorum gestorum* ?

Il faut au préalable résoudre la question de savoir si dans les rapports entre particuliers, celui qui ne fait qu'exécuter strictement son contrat peut se dire *negotiorum gestor* d'un tiers. L'ouvrier qui travaille à un bâtiment sous les ordres d'un entrepreneur, peut-il se dire *negotiorum gestor* du propriétaire ? Peut-il y avoir pénétration des rapports de gestion d'affaires dans des rapports contractuels ? La question est très obscure et dépend de la conception que l'on se fait de la gestion d'affaires. Si elle n'est pas la suite d'une simple intention libérale, comme au cas classique de la personne qui fait réparer la maison d'un ami absent, mais si elle constitue une institution donnant un véritable droit de pénétration dans le patrimoine d'autrui, le contractant peut être gérant d'affaires d'autrui.

Mais à l'égard du fonctionnaire, une raison spéciale se présente pour résoudre la question contre lui, c'est la gratuité des services publics. Le citoyen jouit gratuitement des services publics à moins que des taxes spéciales n'aient été prévues, comme pour les postes, l'instruction publique à certains degrés ; dans les autres cas, il ne paie l'usage des services publics que d'une manière toute spéciale, sous forme d'impôts. Or cette gratuité qui découle de l'intérêt général auquel correspond le service, ne peut être atteinte même indirectement par une action de gestion d'affaires qui détournerait peut-être de faire appel au service public. Cette raison d'ordre général doit nous faire négliger ce qu'il y a de choquant à ce que le fonctionnaire ne soit pas indemnisé par la personne qui a tiré profit de son activité.

Mais inversement, si le fonctionnaire pendant son service fait un acte qui s'en détache nettement, cet acte peut être une gestion d'affaires. M. Nicolaesco cite le cas d'un facteur qui faisant sa tournée se jette à la tête d'un cheval pour prévenir un accident. Son droit à une indemnité ne peut faire doute.

Entre ces deux cas extrêmes, s'en présente un plus délicat : une personne accomplit dans l'intérêt d'un tiers un acte qu'elle n'avait pas l'obligation stricte d'accomplir à raison d'un contrat antérieur. Y a-t-il *negotiorum gestio* ? Entre particuliers la question peut se présenter : une infirmière est employée dans une clinique privée. Un incendie y ayant éclaté, elle risque sa vie pour sauver des flammes un malade. Si elle est blessée au cours de cet acte que ne lui imposait pas strictement son contrat avec le chef de la clinique (car elle a été engagée pour soigner des malades et non pour opérer des sauvetages), il semble difficile de lui refuser contre le malade l'action de gestion d'affaires.

Modifions un peu l'hypothèse : un pompier s'est spontanément jeté dans les flammes pour aller retirer une personne de la maison incendiée, un in-

firmer s'est offert pour la transfusion du sang afin de sauver un malade et cette opération a eu des suites graves pour sa santé. Cet acte est-il une gestion d'affaires ? Le service public pour remplir pleinement son rôle doit être gratuit et son but sera d'autant mieux atteint que les fonctionnaires ne s'en tiendront pas aux actes strictement commandés, mais feront preuve de zèle. Cette activité spontanée doit être encouragée. Mais elle ne doit pas l'être au détriment du fonctionnaire et l'action contre celui qu'il a voulu aider doit lui être accordée.

Au lieu de parler d'action de gestion d'affaires, le demandeur pourrait parler d'action de *in rem verso*. Il pourrait faire observer qu'il s'est appauvri pour enrichir autrui et que son appauvrissement est injuste. Cette action pour triompher supposerait tout d'abord que l'acte du fonctionnaire a eu un résultat heureux subsistant actuellement ; elle serait donc exclue si la personne que l'on avait voulu sauver était morte dans l'événement : incendie, accident.

L'action de *in rem verso* serait souvent non recevable faute d'appauvrissement. Le fonctionnaire qui, moyennant une rémunération, accepte de se charger d'un travail, ne peut se dire appauvri s'il est rémunéré par celui qui lui a promis une retribution. A tort ou à raison, il a en engageant ses services considéré qu'ils avaient leur équivalent dans le traitement fixé. Cette estimation à ses effets même vis à vis du tiers qui a profité du service. L'entente qui a précédé sa nomination, bien que qualifiée parfois de contrat à à ce point de vue une valeur absolue et un tiers peut s'en prévaloir.

Mais cette idée, à laquelle les décisions judiciaires françaises ont fait fréquemment allusion, ne fait pas obstacle à ce que le fonctionnaire agisse de *in rem verso* s'il a dans son zèle fait plus qu'il n'était tenu de faire.

En tous cas, elle n'a qu'une importance secondaire ; celui qui même malgré lui est tenu de remplir un service public : le soldat appelé sous les drapeaux, la personne requisitionnée pour porter secours dans une calamité publique ou encore le fonctionnaire non rémunéré, comme le maire blessé en cherchant à prévenir le pillage d'une maison, ne peuvent, s'ils n'ont fait que leur strict devoir, agir en indemnité contre le tiers qui a profité de leurs actes : la gratuité du service public s'y oppose. Nous croyons donc, bien que nous ayons hésité sur ce point, que l'action de *in rem verso* ne sera pas plus largement ouverte que celle de gestion d'affaires.

La difficulté que nous avons ici cherché à résoudre est importante comme n'étant qu'un des aspects d'une autre plus générale : le conflit entre les obligations résultant d'un acte individuel : faute, affaire gérée par autrui et les obligations nées de mesures d'ordre général : pension attribuée à un

fonctionnaire blessé. C'est un autre aspect de ce conflit que nous voyons dans la question du cumul du bénéfice de pensions avec l'action en indemnité contre l'auteur d'un acte fautif. C'est une des questions les plus délicates du droit moderne. Souvent les textes n'ont pas prévu ces difficultés et leur étude rationnelle présente ainsi un intérêt dans un grand nombre de pays.

R. DEMOGUE

professeur à la Faculté de droit de Paris

## CÂTEVA OBSERVAȚIUNI ASUPRA

Proiectului de lege pentru suspendarea executării  
pedepsei de închisoare corecțională

Din ziarul «Universul» cu data dn 18 Iunie a. c. am luat cunoștință de «*Un proiect de lege pentru suspendarea executării pedepsei de închisoare corecțională*», proiect elaborat de d-l Ministru de Justiție și care chiar a doua zi după publicare a și fost votat de unul din corpurile legiuitoare.

Recunoscând meritul oricărei năzuințe către o apropiere a legislației noastre penale de legislațiile străine, față de care am rămas nespuns de în urmă, suntem cei dintâi care să ne bucurăm de câțiva pași buni, făcuți înainte, chiar atunci când convingerea noastră e că am putea face salturi.

Am citit proiectul d-lui Ministru de Justiție și expunerea de motive care îl însoțește, și dacă recunoaștem meritul bunelor sale intențiuni, nu ne putem în schimb bucura de pașii făcuți.

Mai întâi se suprapune o observațiune.

Proiectul a fost publicat — deși nu în mod oficial — sub titlul de : «*Lege pentru suspendarea executării pedepsei, etc.*», iar în proiect se vorbește de *liberarea condițională anticipată*, ceea ce constituie o evidentă nepotrivire.

Liberarea condițională nu este o suspendare a executării pedepsei : «*la libération conditionnelle est un mode d'exécution des peines*» spune *Ad. Prius* și cu el toți ceilalți autori,<sup>1)</sup> deci avem de-a face cu o schimbare de regim în executarea pedepsei iar nu cu o suspendare a ei. Pedepsa și urmează cursul și dacă liberarea nu este revocată, ea devine definitivă la termenul când pedeapsa expiră.

Puținele dispozițiuni pe care proiectul le conține sunt defectoase și prezintă câteva lacune, suficiente pentru a îndepărta de la adevărul ei scop și a face riscantă o instituțiune atât de utilă.

De origină engleză, liberațiunea condițională e menită a preîntâmpina fustelele consecințe ale celui inevitabil «*le lendemain de la peine*», dând posibilitatea condamnatului care a executat o bună parte din pedeapsă și care a dovedit aptitudinile de muncă și o bună conduită, să poată cu un moment mai de vreme să reia contact cu societatea, făcând sub o discretă supraveghere primii pași către readaptarea la viața socială.

Prin însăși scopul ei deci, liberațiunea condi-

țională își găsește limitată aplicațiunea la pedepsele de lungă durată,<sup>2)</sup> ea nefiind un mijloc de ameliorare a oricărei pedepse, ci o speranță pe care să o nutrească și pe care să se sforțeze să o merite orice osândit.

«*La libération conditionnelle ne peut être placée à la base d'un système pénitentiaire, elle en est le couronnement*» spune *Garraud*,<sup>3)</sup> de aceea ea nu se aplică, decât cu puține excepțiuni, condamnaților cari au executat mai puțin de un an și cari deci mai aveau aproape încă pe atât de executat.

Ori în proiectul elaborat de d-l Ministru de Justiție se vorbește numai de pedepsele corecționale și nu se pune nici o limită ; deci liberarea condițională poate fi acordată și unui condamnat la 5 ani și pentru unul la 6 luni, ca și pentru unul la 20 de zile, cu o singură condițiune : să se fi purtat bine în timpul cât a executat minimul necesar de  $\frac{1}{5}$ , lucru ce va fi ușor pentru orice infractor, când ne gândim că acest  $\frac{1}{5}$  se poate reduce la câteva zile.

Când pretutindeni se duce o luptă inverșunată contra pedepselor de scurtă durată,<sup>4)</sup> pe care cu drept cuvânt *Saleilles* le-a numit : «*la plaie vive du régime pénitentiaire*», e legitim să fim nedumeriți cum se poate ca print'o greșită aplicațiune a unei instituțiuni foarte utile, să nu se observe că se reduc pedepsele corecționale—cari din nenorocire mai totdeauna sunt de o scurtă durată—la o detențiune derizorie de  $\frac{1}{5}$  din ceace sunt.<sup>5)</sup>

Nu era oare mai bine, dacă d-l Ministru de Justiție făcea ca să fie înlăturată dela început — pentru infractorii primari — această detențiune ridiculă, dar suficientă pentru a inocula pasagerului de câteva zile tot ce puscăria are mai veninos, acordând ceea ce titlul proiectului părea că ne promite, o suspendare a condamnațiunilor—*le soursis*—așa cum se găsește în toate legislațiunile străine.

E drept, expunerea de motive ne previne — «*nu avem caziere*» — nu le avem, o știm, deși au fost mulți, dar mai ales regretatul Tanoviceanu, cari le-au cerut cu atâta insistență.

Dar atunci să începem cu ce trebuiește, să înființăm cazierile ; motivul că n'ar fi fonduri l'am considerat întotdeauna în această materie inadmisibil ; suntem printre puținele țări cari trebuiesc să roșească, că pun un interes atât de superior al societății mai prejos de cât multe alte interese secundare.

Având caziere, vom putea adopta suspendarea executării pentru infractorii primari cari merită, lăsând ca pentru cei periculoși și pentru recidiviști asprimea legii să cază întreagă și viguroasă, dar însoțită de o speranță : liberarea condițională.

2) În proiectul de codice penal italian elaborat de Comisiunea de sub prezidenția lui *En. Ferri* se prevede aceleași lucru : «*la libération conditionnelle non fonctionne per le condanne di breve durata*». Vezi *Sciola Positiva* XXXI No. 1 și 2—1921—Pe larg în *Garraud* op cit. p. 197 și *Fr. von Liszt* op cit p. 386 ; *Boux Cours* 398, No. 2.

3) *Garraud* op. cit. p. 206. *Degois Traité*, No. 1203 ; *I. A. Roux Cours*, p. 396. *G. Vidal Cours*, No. 525.

4) *Saleilles L'individualisation de la peine*. Ed I p. 191, Ed. II p. 194.

5) În toate legislațiunile străine minimul de pedeapsă executat variază între  $\frac{1}{2}$ — $\frac{2}{3}$  din pedeapsă. Vezi *Garraud* op. cit. p. 196 ; *Ad. Prius* op. cit. p. 906, Proiectul de Cod. pen. Italian variază acest minim de la 1—9 ani după natura periculoasă (*la pericolosità*) a condamnatului.

1. *Ad. Prius* Sc. pénale et dr. positif p. 905 ; *R. Garraud Traité*, Ed III, Vol II p. 194 ; *Fr. von Liszt Traité*, Vol. I p. 386.

Iată de ce credem că proiectul d-lui Ministru de justiție, îndepărtându-se de scopul instituției pe care o consacră, departe de a aduce vreo ameliorare, va produce din contra o *enervare a reprezentanței*.

Dar proiectul nu ne spune câteva lucruri: Ce se întâmplă după ce expiră cele 6 luni, cât e obligat să se angajeze liberatul? E remis de restul pedepsei? Contractează un nou angajament? Sau, poate, e vârat din nou la puscărie? Acestea pentru cazul când pedeapsa depășește cele 6 luni.

În al doilea rând, produsul muncii liberatului revine în întregime acestuia? Oare Statul nu are și el dreptul la o cota parte? Incontestabil, Statul nu urmărește venituri pe această cale, dar cert este că cel puțin  $\frac{1}{5}$  din pedeapsă condamnatul a stat pe contul oămenilor cinstiți, și logic este ca din munca sa condamnatul să ramburseze aceste cheltuieli.

Se mai dispune apoi ca acest peculiu să fie încredințat condamnatului la expirarea pedepsei. Dar experiența în alte părți a dovedit că o sumă bunicică în mâinile unui liberat e puntea către acel „*rêchui*” de care trebuiește din contră îndepărtat; de aceea peculiuul se livrează pe măsura necesităților, în mod treptat \*).

În fine, liberarea condițională implică o supraveghere serioasă a liberaților, dar în același timp discretă, pentru a nu fi o piedică la reclasarea liberatului. Ori pretențiunile s'a dovedit că supravegherea administrativă și polițienească a dat rezultate neplăcute \*); pe deoparte liberatul, vexat de autorități, vedea în favoarea ce i se acordase o sursă de neajunsuri în cât cerea revocarea, pe de altă parte lumea evita pe liberat din cauza indiscreției cu care poliția își făcea supravegherea. Numai cu o organizațiune de persoane speciale și mai ales cu ajutorul societăților de patronaj toate neajunsurile acestea pot fi înlăturate \*).

Cu aceste câteva observațiuni, credem că proiectul d-lui Ministru de justiție nu face o fericită adopțiune a instituției liberării condiționale, cu care trebuia, nu să începem, ci să sfârșim marea reformă de care este nevoie pe tărâmul legilor noastre penale.

VINTILĂ DONGOROZ

Doctor în drept  
Avocat

## LEGEA TRANCU-IAȘI

— Momentul care a cerut-o —

Cauza inițială, cauza primă care stă la baza tuturor sistemelor și schimbărilor sociale, este gradul de densitate al populației. De numărul de locuitori pe kilometrul pătrat, al unei țări, depinde alcătuirea ei socială, atarnă raporturile dintre om și pământ, ca și cele de la om la om, — dela patron la lucrător.

În timpurile străvechi, despre cari nu ne vorbesc decât miturile, istoria neavând aducere aminte pentru ele, populația era atât de rară și pământul neocupat atât de întins încât nimeni n'avea puterea sau interesul să și l'apropie de veci. De-aceia lumea a debutat

prin comunism, când bunurile neputând fi ale cuiva, erau ale tuturor și când neavând încă cineva puteri asupra semenului său, omul era complet liber, așa cum l'a visat Rousseau.

Acesta e veacul de aur al omenirii.

Cu timpul însă populația se înmulțește și se îndesă în așa grad încât permite să se formeze nucleul puterii colective, care e în stare să silească pe cei fără pământ să lucreze solul, acum acaparat de proprietari. Cum însă există pământ din pustii îndestulător, pe care lucrătorul s'ar fi putut strămuta cu ușurință și cum brațele muncitoare erau încă rare, societatea confiscă libertatea personală a lucrătorului și-l pune cu totul la dispoziția proprietarului.

Așa naște sclavia, care domină întreaga antichitate.

În Evul mediu, datorită năvălirii barbarilor asiatici și scoberării popoarelor nordului spre civilizația mediteraneească a continentului nostru, populația Europei, și în deosebi populația ei agricolă, sporește enorm. Brațele muncitoare se înmulțesc, pământul se ocupă pe întinderi mult mai mari, așa încât nu mai e nevoie ca muncitorul să stea la dispoziția exclusivă a stăpânului. El nu mai e lipsit de proprietar, ci de proprietate.

Pe calea aceasta ia naștere servagiul, iobăgia.

În timpurile moderne, populația se înmulțește și mai mult, se desțelenesc acum pământuri de calitate tot mai inferioară, până ce întreg solul e ocupat. Lucrătorul, oricărui ar face, nu se mai poate sustrage acum proprietarului, ne mai având unde să se strămute. Libertatea nu-i mai poate folosi la nimic și de aceea ea îi este acordată întreagă, ca orice lucru, care și-a pierdut valoarea.

Acesta e actul de naștere al salariatului.

Dar nu e numai atât. Pe când în antichitate și în Evul mediu, capitalul era excesiv de slab și deci munca trebuia înlăntuită, pentru obținerea echilibrului indispensabil producției; acum capitalul se întărește enorm, datorită în primul loc înmulțirii brațelor muncitoare și datorită, în rândul al doilea, descoperirii Americii și apoi cuceririi Indiilor, cari revărsă asupra Europei valuri uriașe de aur.

Toate aceste împrejurări concură la statornicirea sistemului capitalist, care domină și azi economia mondială.

Dar la început, capitalismul destul de tare ca să țină piept muncii desăvârșit liberă, nu era încă în stare să lupte împotriva muncii coalizate. Și în adevăr, cu tot liberalismul cald și încă generos al revoluțiilor burgheze dela sfârșitul veacului al 18-lea și cu toată tendința vremii de a nu se interveni între capital și muncă, statul s'a văzut nevoit să interzică orice coaliție muncitorească cu scopuri profesionale.

Anglia și Franța, cele două țări unde capitalismul a născut mai întâi, au cunoscut asemenea legi, iar toate celelalte State, cari au atins această fază în dezvoltarea lor socială, le-au adoptat rând pe rând. Toate țările azi capitaliste, au avut legi contra coaliției muncitorei.

Țara noastră se găsește azi exact în faza, care a cerut aiurea legi de protecție pentru capital; ne aflăm, cu alte cuvinte, la debutul sistemului capitalist, iar legea Trancu-Iași, asemănătoare în totul celorla din apus, a răspuns acestei trebuințe.

\* \* \*

Înainte însă de a dovedi afirmația noastră, va fi nevoie să familiarizăm pe cetitor cu legile contra muncii coalizate, necunoscute de țările cu o mai veche civilizație ca a noastră.

În Anglia, de pildă, asociațiunile muncitorești sunt interzise la 1800, prin legea cunoscută sub numele de

6) Actes du Congrès pénitentiaire international de Paris 1895 reumat in Revue pénit. 1895, p. 1027.

7) Garraud op. cit. p. 208.

8) Garraud op. cit. No. 527. Ad. Prins op. cit § 914—922.

*Combination Act*, din timpul lui George al III-lea. Prin această lege se interzice lucrătorilor să se asocieze cu scopul de a cere îmbunătățirea soartei lor — și deci de a se pune în grevă. *Combination Act* — serie Dicey — care trebuie citit combinat cu legea conspirațiilor, așa cum era atunci interpretată de judecători, înținea în realitate la un singur lucru: suprimarea tuturor coalițiilor muncitorești, temporare sau permanente, cari aveau de scop obținerea unui spor de salar, sau modificarea condițiilor de muncă; era un *Act* menit să suprima grevele și așa zisele *Trade Unions*.

Adam Smith, care înțelegea realizarea deplină a sistemului liberal, adică o libertate desăvârșită pentru capitalist ca și pentru muncitor, nu s'a putut împăca cu asemenea lege. «Nu e greu de prevăzut — serie Smith — care din cele două părți trebuie să aibă avantajul în toate împrejurările obicinuite, când e vorba de salar. Patronii fiind în număr mai mic, se pot înțelege mai ușor; și ceva mai năut, legea îi autoriză să se înțeleagă între ei, sau în orice caz nu le-o interzice, în timp ce o interzice lucrătorilor. N'avem nici un *Act* al Parlamentului, contra aceloră, cari tind să scoabea prețul muncii; dar avem multe contra aceloră, cari tind să-l sporească».

Franta a avut și ea parte de-o lege identică și încă în toul generoasei ei revoluțiuni. E legea zisă *Le Chapelier*, din 14 Iunie 1791, care interzice, ca și *Combination Act* în Anglia, orice coalițiune muncitorească. Gândul lui *Le Chapelier*, când a propus un astfel de decret — serie Brousse în *Histoire Socialiste* — e exprimat limpede în expunerea sa de motive. El vrea să evite urcarea salariilor și orice formă de asociațiune îi pare detestabilă. El merge până acolo încât se teme că chiar sub forma de societăți de ajutor să nu se ascundă sforțările muncitorilor pentru ameliorarea soartei lor».

Franta, care n'a cunoscut uriașa și repede dezvoltare economică a Angliei, a trecut dispozițiunile legii *Le Chapelier* în codul penal (art. 414-416), unde ele se mențin până la 1864, când capitalul întărându-se, Napoleon al III-lea poate în cele din urmă abroga aceste texte, pe când în Anglia *Combination Act* a căzut după numai 24 de ani.

Germania, industrializată mult mai târziu cu miliardele Franței, a avut și ea parte, la timp potrivit, de o lege asemănătoare. Este legea contra socialistilor, a lui Bismarck, votată la 1878 și abrogată sau mai bine zis ne mai prelungită, la 1890.

Dicey se întreabă, ce a putut determina în Anglia o lege atât de reacționară ca *Combination Act*? Singurul răspuns, pe care-l poate da e că Parlamentul dela 1800, care a votat-o, era compus numai din aristocrați; pe când Parlamentul dela 1824, care o abrogă, avea în sânul lui și câțiva reprezentanți ai lucrătorilor, cari ar fi determinat această abrogare.

Răspunsul lui Dicey este, evident, neîndestulător. Reprezentanții lucrătorilor în Parlamentul dela 1824 erau prea puțini la număr ca să fi putut provoca un vot în favoarea lor, precum tot atât de puțin ar fi putut împiedica la 1800 votarea legii, dacă ar fi fost atunci prezenți în Cameră. De altfel, prezența în Adunarea națională franceză a deputaților muncitorești n'a putut împiedica votarea legii *Chapelier*, cu conținut absolut identic și încă în toul revoluțiunei.

Emil Olivier, raportorul legii pentru modificarea art. 414-416 din Codul penal francez, contra coalițiilor muncitorești, nu-și dă nici el seama de rostul conținutului acelor articole curioase, de vreme ce se întreabă: «sub regimul nostru, fiecare lucrător în parte poate

oferi sau refuza munca lui și-și poate fixa condițiunile în cari o oferă; precum fiecare patron e liber să accepte aceste condițiuni sau nu. Or, ceea ce este licit pentru un individ, cum poate deveni același fapt ilicit și condamnabil, când e vorba de mai mulți?».

Așa e când lucrurile se învechesc; nimeni nu-și mai dă seama de rostul și de prezența lor. Totuși ceiace Olivier nu-și poate explica la 1864 și ceiace Dicey explică greșit acum, e foarte lămurit pentru noi. Coalițiile muncitorești erau atunci ilicite și pedepsite ca atari, pentru că în acele vremuri capitalul era încă slab și nu putea ține piept muncii coalizate. Imediat însă ce capitalul se întărește în deajuns și e în stare să țină piept muncii complect libere, toate aceste legi nu numai că dispar, dar lumea nici nu pricepe de ce au ființat vreodată.

Libertatea cea mai desăvârșită pune stăpânire pe întregul câmp al economiei politice. Lucrătorii își curesc dreptul de asociație și de coaliție, — ceea ce însemnează dreptul nețărnut la grevă.

\* \* \*

Dacă ne întoarcem acum privirile spre țara românească, recunoaștem fără prea mari sforțări că din punct de vedere economic ne aflăm exact la stadiul în care se găseau țările apusului, atunci când aveau în vigoare legile contra coalițiilor muncitorești.

La noi capitalizmul e încă în leagăn. Tară agricolă, principala noastră bogăție a fost din totdeauna pământul. Industria e la începuturile ei, rudimentară, și până acum cel puțin, ea a dus o viață artificială, trăind din ajutorul și din încurajările Statului.

La noi capitalul, în luptă cu munca, are încă nevoie de protecția directă a Statului. De aceea la noi munca n'a putut fi proclamată cu totul liberă.

În adevăr, cel mai frecvent contract de muncă este la noi cel pentru muncile agricole. Și în adevăr, el n'a fost lăsat niciodată la buna înțelegere între părți. Legiuitorul a intervenit în chip constant între capital și muncă și în chip constant a intervenit în folosul capitalistului înlănțuind pe țăran.

Prima lege pentru tocmele agricole datează din 1806. Ea sustrage contractele agricole dela dreptul comun și dă proprietarului forme expeditiv în executarea muncilor agricole. Atât însă nu era îndestulător. Proprietarii acelor vremuri nu dispuneau de capitaluri și legea dela 1806 era prea largă față de țăranii, în majoritatea lor insolubili de oarece pământurile căpătate în puterea legii dela 1864 nu se puteau urmări. De aceea intervine la 1873 o lege aspră, care pe lângă că permite plata muncilor în natură, apoi dă proprietarului și dreptul de execuție corporală pentru împlinirea muncitorului recalcitrant.

Cu timpul însă, situația economică a țării se îmbunătățește. Dobinzile din ce în ce mai scăzute, pe cari le plătește Statul la împrumuturile lui, sunt semnul văzut al acestei înfloriri crescânde. Or, acela care s'a folosit cel mai mult de această repede înavutire, a fost proprietarul. Și în aceiași măsură în care capitalistul se întărește, se îmbălbănesc legile pentru tocmele agricole față de țăran. Modificările din 1882 și 1892, aduse legii, îmbunătățesc simțitor situația sătenilor, iar legea Carp, dela 1892, poate asigura pentru prima dată în țara românească, sistemul «bani gata pe muncă gata». Legea dela 1907 găsește situația economică a proprietarilor cu totul consolidată și în adevăr, ea e prima lege de tocmele agricole, care se preocupă mai mult de protecția sătănului decât de cea a proprietarilor.

Lată dar o serie întreagă de legi, privind cel mai frecvent contract de muncă și cari protejesc pe ca-

pitalist. N'a fost nevoie ca aceste legi să interzică și coalțiile muncitorești, ca în apus, de oarece din partea sătenilor noștri n'a putut exista teama de grevă.

Capitalistul urban n'a avut parte, la noi, de aceeași ascenziune ca proprietarul rural. Pe de altă parte, într-o țară agricolă ca a noastră, industria n'a jucat nicodată rol primordial și n'a înrăurit nicodată în chip temeinic producția țării. Așa se explică de ce legiuitorul n'a avut pentru ea o deosebită atenție.

În țara românească n'a fost încă nevoie de o lege de intervenție între capital și muncă, pentru cuvântul că la noi chestia socială, n'o formează încă lupta dintre capital și muncă, ca în apus, ci lupta dintre capitalul imobiliar — proprietarii de pământ — și capitalul mobil — burghezia.

Cel mai mare capitalist și patron e la noi încă tot Statul. Slăbiciunea lui e condiționată de două împrejurări: faptului că e administrat de alții, și împrejurării că având o populație rară, cu greu își poate recruta brațele muncitoare și funcționarii de cari are nevoie. De aceea prima lege contra muncii coalizate a fost făcută în favoarea lui. E «legea scelerată» dela 1909, decretată exclusiv în vederea protecției Statului.

Împrejurările grele prin care trecem azi ca și faptul că în țările alipite, și în deosebi în Ardeal, există o industrie bine dezvoltată și o clasă muncitoare numeroasă, a cerut o lege pentru regularea problemei grevelor.

E legea Trancu-Iași.

Legi de asemenea natură există în toate țările industriale. La noi însă, votarea ei a ridicat mai multe proteste decât aiurea și aceasta din pricină că pe când în apus muncitorimea are o veche și o trainică organizare, la noi ea e încă începătoare și e firese lucru ca greutatea unei astfel de legi restrictive să apese mai dureros un corp plăpând. Nu trebuie însă uitat că dacă muncitorimea noastră, e încă la începuturile ei, aceasta se datorează împrejurări că și capitalul e încă la debut în țara românească. Și în așa împrejurări legiuitorul i-a acordat lui protecția dintâi.

E poate nedrept și sigur dureros pentru timpurile acestea când aiurea lucrurile se petrec pe dos, dar așa s'a procedat pretutindeni când alte țări se găseau la stadiul în care ne aflăm noi azi. Interesul superior al producției cere ca în lupta dintre capital și muncă, puterea publică să intervină în favoarea capitalului oricâte ori acesta e prea slab. Așa s'a procedat dealungul veacurilor și pretutindeni, și așa s'a procedat și la noi.

Explicația fenomenului e simplă, căci pe când capitalul e unic, deci susceptibil de disciplină și mai conștient de interesele lui, cari coincid cu interesul general de sporire a producției; munea, cel puțin la începuturile ei e haotică, dezorganizată și deci se impune disciplinarea ei pe cale de lege.

În acest stadiu ne aflăm noi azi; acesta e momentul sociolog care a cerut și la care răspunde legea Trancu-Iași.

ST. ANTIM  
Avocat

## CRONICA JUDICIARA

de I. COHEN

*Desistarea, de la o instanță nu e subordonată consimțământului părâtului, de cât dacă acesta a acceptat desbaterile, legând astfel instanța.*

*Prin acceptare de desbateri se înțelege prezentarea simplă a părților la ședință, chiar dacă s'au mărginit la o amânare de comun acord.*—(Gazette du Palais, 20 Mai 1921).

Curtea de casație franceză ( b. des requêtes) la 7 Martie 1921 a avut de judecat recursul făcut de Montpezat contra deciziei Curții de apel din Indo-China, în proces cu Societatea Comercială și Industrială din Annam.

Primul motiv de recurs se întemeia pe violarea art. 402 și 403 pr. civ. fr. rezultând din faptul că Curtea de apel admisesse desistarea reclamantului înaintea ori căror concluziuni asupra fondului, dar după ce se amânase procesul.

Casația constatând că rezultă din decizia atacată că părțile au apărut de mai multe ori la Curtea de apel pentru a se judeca și că procesul de comun acord a fost fixat pentru data de 12 Februarie 1921, consideră că Societatea Industrială a acceptat discuțiunea procesului, astfel că acceptarea sa era necesară, pentru a se admite desistarea cerută de reclamant.

Asupra motivului de recurs sunt prezintate observațiile scrise ale raportului, d-l consilier la Înalta Curte «Berge».

Raportul foarte documentat se întemeiază pe jurisprudența creată recent de Înalta Curte asupra materiei și în special pe părerea emisă de Chauveau sur Carré, Lois de procédure t. II Quest. 1459 bis pag. 161 asupra necesității acceptațiunii, pentru desistarea de instanță, conchizând că astăzi «și regulile de procedură trebuiesc interpretate într'un spirit larg de echitate și justiție pentru a cadra concepțiunii de drept».

Instanțele noastre judecătorești au avut de judecat de curând aceeași chestiune:

Trib. Ilfov s. I. civ. prin jurnalul No. 3951 din 1921 a admis

principiul că reclamantul se poate desista de la o instanță chiar cu opunerea părâtului deși intervenise, în speța judecată, mai multe amânări și chiar prezentarea unei transacțiuni.

Curtea de apel s. II, prin decizia No. 163 din 1921 reformează în totul jurnalul Trib. Ilfov secția I, No. 3951/1921, admițând teoria că de îndată ce părțile au primit judecata procesului, una din ele nu se mai poate desista fără consimțământul celeilalte.

În codul nostru de procedură civilă există art. 260, corespunzător art. 402 și 403 pr. civ. franceză. El e referitor la stingerea piciunilor prin transacție și dreptul reclamantului de a declara că se lasă de proces, fără însă a preciza nimic relativ la dreptul de opunere al părâtului. În expunerea de motive, legiuitorul arată că a prevăzut în art. 260 dreptul pentru părât de a se opune la desistare, dar în textul legii nu a trecut această dispoziție. De aci variațiuni în jurisprudența noastră asupra interpretării acestui text. Intențiunea legiuitorului fiind însă evidentă în sensul că părâtul trebuie să-și dea consimțământul la desistare, urmează că cererea reclamantului să nu fie admisă de cât atunci când n'a avut loc în proces vreo înfățișare contradictorie.

Considerentele Curții de apel nefiind încă redactate, nu le putem reproduce.

*Când la o obligațiune nu s'a fixat un termen de executare, ci numai s'a adăugat formula «când voi vroi» sau «când voi judeca convenabil», acesta nu poate fi considerată ca o condițiune pur potestativă care să atragă nulitatea ei.*

Curtea de apel de Nancy (I secție) la 20 Noemvrie 1920, a pronunțat următoarea deciziune:

«Având în vedere că este de principiu necontestat, în doctrină ca și în jurisprudență, că formula: «când voi vroi»,

«sau «când voi judeca convenabil», adăugată ca modalitate la o obligațiune, nu o atinge de nulitatea care lovește o condițiune pur potestativă; că, în adevăr, ecu totul diferită de condițiune «dacă vrei», care condițiune lasă obligațiunea la discreția debitorului, această clauză nu-i permite să nu vrea; ea nu are alt efect de cât să amâne exigibilitatea cel mai târziu la moartea debitorului, adică în momentul în care el nu mai poate manifesta intențiunea de a mai întârzia».

«Având în vedere, că, înainte de termen, creditorul nu are nici o posibilitate de a lucra, el nu poate cere executarea obligației de cât după moartea debitorului».

E foarte originală și interesantă interpretarea dată de Curtea de apel formulelor de mai sus, adăugate ca modalitate la o obligațiune.

Incontestabil că limita care separă condițiunile valabile de celea cari participă la nulitatea condițiilor potestative, este foarte greu de precizat (Vezi Aubry & Rau t. IV, pag. 106 ed. V; D. 97, 1, 43; D. 1913, 2, 126).

Difficultatea provine din aplicarea concomitent a principiilor cuprinse în art. 1096 și 1010 c. civ. român, 1170 și 1174 c. civ. fr.

Obligațiunea e nulă, când s'a contractat sub o condițiune potestativă din partea celui ce se obligă, iar condițiunea potestativă este aceea care face să depindă perfectarea convențiunei de un eveniment, pe care și una și alta din părțile contractante poate să-l facă a se întâmpla, sau poate să-l împiedice.

Când evenimentul viitor depinde de voința ambelor părți deși e o condițiune potestativă, nu atrage nulitatea obligației; dacă el depinde însă de voința numai a uneia din părți, și anume în mod special de aceea a debitorului, atunci atrage nulitatea obligației.

În formulele de mai sus, modalitatea obligației a fost considerată ca un termen în care voința urma să fie determinată și manifestată, iar acest termen de manifestare l'au sfârșit în interpretarea Curții din Nancy la moartea obligatului, când înceta puterea lui de a-și manifesta voința după cum putea să se termine prin ori ce alt eveniment care îi ridica liberul arbitru, ca interdicțiunea, incapacitatea, etc.

Aceasta putere discreționară lăsată la aprecierea instanțelor judecătorești este explicabilă în speță, față de una din lacunele însemnate, ce prezintă codul Napoleon și al nostru, relativ la dreptul judecătorului de a stabili din oficiu un termen la obligațiunile cari au fost lăsate la voința debitorului.

Art. 1173 din codul civil Italian tranșează această situațiune, permițând autorităților judecătorești ca pe de o parte să considere obligațiunile fără termen, prin presumpție legală, ca având termenul fixat imediat, iar pe de altă parte să fixeze un termen convenabil obligațiunilor cari au rămas «la voința debitorului».

În vânzările comerciale la italieni, termenul de predare lăsat la «cererea cumpărătorului», este considerat ca supus unui termen potestativ, determinabil după uzuri și în lipsa lor, de judecători. (Vivante, IV, pag. 158, Nota II).

În Franța ca și la noi, e la ordinele zilei «Legea chirilor». Spre deosebire însă, acolo, comisiunea de legislațiune civilă a respins în unanimitate proiectul de lege asupra chirilor, depus de Ministrul Justiției, pe când la noi Ministrul Justiției a respins, proiectul de lege depus de cei patru jurisconșulți.

Comisiunea franceză în principiu a decis că legea nouă nu se va aplica de cât locațiunilor anterioare datei de 24 Octombrie 1919 și că va viza atât locațiunile de locuință ca și cele industriale, comerciale sau profesionale.

Prorogările contractelor e fixat la un minimum de 6 luni și dela un maximum de trei ani, cari se va aplica de drept în favoarea mutilaților, reformaților, văduvelor de război etc.; iar îmbogății de războiu nu vor profita de nici o prelungire.

Augmentarea chirilor se va fixa de magistrați, după fie care caz, ținându-se compt de valoarea locativă reală.

Camera deputaților din Franța a votat legea relativă la modificarea organizării și compunerii «Consiliului de Stat»,

pentru a-i ușura misiunea sa de înaltă jurisdicție administrativă.

Consiliul de Stat, fiind tribunalul administrativ suprem, el statuază în apel asupra deciziunilor consiliilor de prefectură sau consiliilor contenciosului administrativ al coloniilor, examinează în casajie sentințele curții de compturi sau deciziunile diverselor jurisdicțiuni administrative, ca aceea a tribunalelor speciale instituite pentru a se cunoaște litigiile ridicate prin aplicatiunea legislației de război, și judecă în prim resort afacerile pe cari legea nu le-a atribuit nici unei jurisdicțiuni.

În urma războiului reorganizarea Consiliului pentru a corespunde însărcinărilor ce s'au atribuit, era absolut necesară.

Colaboratorul nostru d-l Edouard Lévy, publică în Gazette des Tribunaux din 19 Mai 1921, un articol critic, asupra proiectului de lege depus de senatorul Henry Lémery, relativ la conversiunea separațiunii de corp în divorț.

D-sa examinează starea legislației actuale care considera în mod automat conversiunea separațiunii de corp în divorț prin trecerea de trei ani de separare, studiază în mod judicios toate situațiile de fapt, ce se pot încadra în textul art. 310 c. civ. fr. și conchide contra legii d lui Lémery, cerând ca să se caute prin legiferare, a se evita ori ce termene și mijloace dilatorii cari dănuiesc în situațiunea actuală, ușurându-se posibilitatea divorțurilor, constatate automate, în termenul fatal de la separațiunea de corp.

La curtea de justiție trimestrială din comitetul Carnavon (Tara galilor) D-na Lloyd George, soția primului ministru, a prestat jurământul și a judecat ca magistrat. E prima Engleză, care ocupă funcțiunea de magistrat. (Gazette des Tribunaux, 15 Ianuarie 1921).

## CURTEA SUPERIOARĂ DE PRIZE MARITIME

Audiența dela 1 Noembrie 1920

Președenția d-lui OSCAR N. NICOLĂȘCU, Prim-Președ Decizia No. 3

Prize. — Capturare pe Dunăre. — Validitate. — Punere sub sechestru și rechiziționare a vasului capturat. — Lipsă de intenție a apropiierii. — Invalidare.

Legea română admite capturarea și în apele teritoriale și fluviiale române (în speță Dunărea) care conform tratatelor are o situație juridică asimilată apelor maritime.

Legea neprevăzând forme anumite pentru constatarea efectuării capturii, este însă necesar să reiasă din împrejurările acestei operațiuni hotărârea captorului de a căpăta prin captură proprietatea vasului. Această intenție nu există dacă captorul rechiziționează sau pune sub sechestru forțat vasul.

Captura efectuată în timpul armistițiului e nulă. Dreptul de a arbora pavilion român implică domiciliul în țară chiar dacă firma e străină.

Ajutorul dat inamicului posterior capturii, nu are influență asupra ei.

Apelant: Alfred M. Pincas prin avocații P. Missir, C. Stoianovici și N. Steinbruch.

Comisar superior: Colonel S. Pangratti.

Curtea,

Asupra apelului făcut prin petiția înregistrată la No. 58 din 6 August 1920, de Alfred N. Pincas, împotriva hotărârii No. 10 din 27 Aprilie 1920 a Tribunalului de prize maritime din Galați prin care s'a validat captura vasului «Mark»;

Având în vedere că hotărârea atacată cu apel fiind publicată în Monitorul Oficial No. 88 din 22 Iulie 1920, apelul este făcut în termen de una lună dela publicarea după cum prescrie legea;

Având în vedere lucrările din dosar hotărârea atacată cu apel, concluziunile d-lui Comisar Superior și susținerile apelantului;

Având în vedere că din acestea toate se constată în fapt cele ce urmează:

Șlepul "Mark" sub pavilion român, înscris în 1914 la Căpitania portului Brăila, este proprietatea lui Alfred Pinchas supus austro-ungar în momentul izbucnirii războiului mondial. Acest șlep fusese închiriat în anul 1916 Casei Behles, care reprezenta în România consorțiul austro-german pentru cereale și altele și la izbucnirea ostilităților se afla în portul Galați încercat cu porumb destinat Puterilor Centrale;

La 20 Decembrie 1920 el a fost transportat la Chilia de Marina Militară; se afla atunci sub stăpânirea unui administrator-sequestru ca bun aparținând unor persoane dușmane țării; la 1 August 1917, a fost rechiziționat prin închiriere de comandamentul comunicațiilor de apă, trimitându-se însă un bon și care nu a fost eliberat și s'a făcut inventarul averii aflate pe bord. Mai târziu șlepu a fost dus la Odesa și apoi la Chersson întrebuițat de autoritățile Ruse și în Martie 1918 fiind luat de Germani, a fost întrebuițat de ei pe Dunăre și pe Mare, în cursul verii acestui an, după cererea lui Pinchas. La retragerea trupelor dușmane a fost lăsat în portul Brăila unde la 10 Decembrie 1918 a fost declarat ca capturat de către Comandantul Monitorului I. O. Brătianu și de Comandantul militar al Portului;

Având în vedere că raportorul și Comisarul Guvernului au cerut și tribunalul de prize a admis validarea capturii pentru motivele următoare:

1. Proprietarul șleului era supus inamic, care în timpul campaniei nu a locuit în țară;

2. Firma lui Pinchas fiind austro-ungară, comerțul de căpetenie al acestuia era în țară dușmană;

3. Prin punerea unui alt vas al său la dispoziția dușmanului, Pinchas a comis un act de vrăjmășie contra țării;

Având în vedere că Pinchas atât în fața primei instanțe cât și prin apelul său, pe lângă combaterea arată mai sus cere invalidarea capturii susținând că:

1. Nu se pot captura vase de Dunăre.

2. Vasul a fost rechiziționat și deci nu se poate concepe validarea capturii sale;

3. Captura este nulă ea fiind efectuată în timp de armistițiu;

4. Șlepu nu poate fi considerat ca dușman, fiind sub pavilion român și aparținând unui proprietar care a domiciliat în țară;

5. Înainte de edictarea legislației române asupra prizelor în Septembrie 1917 și Ianuarie 1918, nu se putea captura vasele sub pavilion național;

6. Proprietarul fiind Jugoslav, în virtutea tratatelor de pace intervenite, numai poate fi considerat ca dușman.

Că astfel fiind, urmează ca Curtea să examineze motivele care au condus prima instanță la validarea capturii în raport cu întâmplările apelantului;

Considerând că captura este un act de ostilitate săvârșit în timpul operațiunilor pe apă, care consistă în luarea în stăpânire a unor vase din partea Statului captor, în scop de a și-l apropria pe calea validării;

Considerând în ceea ce privește prima obiecțiune a apelantului că legislațiunea română a prizelor și anume art. 24 c. j. p. m. prevede posibilitatea efectuării cap-

turilor, nu numai în largul mării, dar și în apele teritoriale, maritime și fluviale ale captorului;

Că, aceste dispozițiuni a legii române, privitoare la capturile efectuate pe Dunăre, nu este în dezacord cu principiile dreptului internațional care admit aplicarea principiilor războiului maritim pe cale, ape fluviale, care pot fi asimilate din punct de vedere al navigației cu apele maritime. Ori tocmai această situațiune este creată Dunării de diferitele tratate care au determinat regimul ei;

Că, astfel principiile dreptului internațional în această materie, care de almintrelea nu și are aplicațiunea în fața instanțelor de prize, de cât atunci când nu sunt contrarii legislațiunii prizelor art. 141 cod. jurisdicțiunei prizelor maritime nu suferă nici o știrbire.

Considerând că nu se pot invoca în sprijinul tezei contrare și dispozițiunile art. 53 din reg. privitor la legile și uzanțele războiului pe uscat, anexă la convenția 4-a dela Haga din 1907, deoarece după cum rezultă din discuțiunile urmate cu ocazia alcătuirii regulamentului, s'au lăsat la oparte cu totul orice chestiune în atingere cu principiile războiului maritim, deci și acea a capturilor;

Că, prin urmare, primul motiv al apelului este neîntemeiat considerând că în ceea ce privește al doilea motiv al apelului că legislațiunea prizelor nu prevede vre-o formă anumită pentru constatarea efectuării operațiunii materiale a capturii;

Că însă este necesar ca din împrejurările cauzei să rezulte în mod vădit hotărârea captorului de a căpăta prin operațiunea efectuată, proprietatea corpului plutitor capturat;

Că însă dacă din aceste împrejurări rezultă manifestarea unei acțiuni contrarii, lipsă unor forme determinate, are de consecință lipsa existenței capturii;

Având în vedere că din dosar se constată că vasul a fost pus sub îngrijirea unui administrator sechestr și apoi rechiziționat prin închiriere, ambele aceste operațiuni exclud intențiunea unei apropieri pe calea capturii, căci cea dintâi implică păstrarea obiectului, care aparține supusului dușman până la lichidarea averii sale în folosul Statului. Operațiune cu totul diferită de cea a validării prizei, iar cea de a doua implică o recunoaștere a dreptului de proprietate a apelantului, neputându-se concepe ca Statul să întrebuițeze forma rechiziției prin închiriere pentru un lucru pe care l'ar fi privit ca proprietatea sa, sub rezerva consimțirii acestui drept de către instanțele de priză;

Având în vedere că prin urmare acest mod de a se comporta al Statului, denotă că nu a existat la mijloc o captură, în prima parte a campaniei;

Că, dacă captura efectuată la 10 Decembrie 1918, nu lasă nici o îndoială din punct de vedere al forme, ea însă nu poate produce vre-un efect, deoarece este efectuată la un moment când calitățile erau suspendate în urma armistițiilor încheiate între România și aliații ei, pe de o parte, și Puterile Centrale de altă parte, și potrivit art. 15 cod. jurisdicțiunei prizelor maritime, orice captură efectuată pe timpul unui armistițiu e nulă;

Având în vedere, dar, acest al doilea motiv de apel este întemeiat și urmează a fi admis;

Că în afară de aceasta rezultă din lucrările din dosar că Pinchas își avea așezarea în țară, lucru care rezultă din faptul că deși era strein, i se acordase dreptul de a arbora pavilionul român pe șlepu său;

Că în consecință neîntrând în categoria supușilor inamici, nedomiciliați în țară, vasul sub pavilion român avea caracter român și deci nu poate fi capturat;

Că faptul că firma lui austro-ungară nu înseamnă ipso facto, că își exercită industria sa de căpetenie în

tară dușmană temeinicia acestei afirmațiuni nerezultând din vre o dovadă din dosar ;

Că asistența dată dușmanului prin punerea unui alt vas la dispozițiunea acestuia ar constitui desigur un motiv de validarea capturii, însă cu condițiunea ca să fie anterior efectuării acestei operațiuni: articolul 136 cod. jurisdicțiunii prizelor maritime declarând situațiunile de fapt și de drept create ulterior capturii fără influența asupra temeiniciei acelei operațiuni. Din cele expuse mai sus, se constată că ajutorul a fost oferit în Septembrie 1918, pe când presupusa captură s'a efectuat în Decembrie 1916, deci acest ajutor ar fi un motiv să fie justificat nu a captura această din urmă operațiune din 10 Decembrie 1916, este fără valoare ea fiind efectuată pe timp de armistițiu ;

Că dar motivele care au determinat validarea capturii la prima instanță fiind întemeiate, iar al doilea motiv al apelului lui Pincas fiind întemeiat, apelul urmează a fi admis invalidându-se captura fără a mai fi nevoie să se discute și celelalte motive de apel ;

Având în vedere că chestiunea de a se știe dacă șleplul «Mark» constituie sau nu o pradă de războiu nu a fost dedusă în judecata Curții, și deci nu poate fi discutată acum, rămânând a fi tranșate de organele în drept ;

Că apelantul nu a formulat nici o cerere de daune, astfel că nu este loc a se discuta o asemenea cerere. Pentru aceste motive, Curtea admite apelul etc.

(ss) Oscar N. Nicolescu ; Amiral Bălescu ; Alfred Juvara, Comandor Angelo Teodorescu ; M. Bals.

Grefier (s) Virgil Anghelovici.

## CURTEA SUPERIOARĂ DE PRIZE MARITIME

Audiența dela 18 Ianuarie 1921

Președenția d-lui OSCAR N. NICOLESCU, Prim-Președ.  
Decizia Nr. 5

Contestație făcută de Comisarul superior. — Inadmisibilitate. — Art. 23 din codul de prize maritime.

Conform art. 23 cod. prizelor maritime dreptul de contestație la executarea deciziei definitive a jurisdicției de prize maritime aparține numai persoanelor cari figurează în instanță (căpitanul și proprietarul vasului și al încărcăturii) sau cari pot cere să fie citați (creditorii acestora și societățile de asigurare).

Comisarul guvernului, care procede la executarea hotărârii, și comisarul superior, care reprezintă statul captor nu sunt prevăzuți de art. 23 cod. prize maritime și deci nu pot face contestație la executarea deciziilor, pe cari au atribuția a le îndeplini.

Contestator : Comisarul superior al Curții de prize maritime ; General G. Pangratti.

Intimat : Alfred M. Pincas prin avocații P. Missir, Em. Pantazi și N. Steinbruch.

Curtea,

Având în vedere incidentul inadmisibilitate, în principiu a contestațiunii făcută de d-l Comisar superior, incident ridicat de intimatul Alfred Pincas, șleplul «Horti» ;

Având în vedere că d-l comisar superior de pe lângă curtea superioară de Prize Maritime a făcut contestațiune prin petiția înregistrată la 93 din 6 Noiembrie 1920, în contra executării deciziunii acestei Curți cu No. 3 din 1 Noiembrie 1920, întemeindu-se pe dispozi-

țiunea art. 63 din legea pentru organizarea și funcț. jurisdicțiunii de Prize maritime și pe motivul că șleplul «Marti», constituie o pradă de război care aparține Statului Român ;

Având în vedere că prin sus zisa deciziune a acestei Curți, s'a înfirmat hotărârea tribunalului de Prize Maritime din Galați cu No. 10 din 27 Aprilie 1920 și s'a invalidat captura șleplului «Mark» ;

Având în vedere susținerile orale ale părților litigante ;  
Având în vedere că atât după principiile de drept internațional public cât și după dispozițiunile art. 13 și 17 din Codul Român al Jurid. de prize maritime, numai puterea beligerantă prin autoritățile ei, poate captura, în timpul ostilităților vase de comerț inamice, că captura se face în numele și pentru comptul statului ;

Având în vedere că în instanța de validare a unei capturi, statul captor, are calitatea de parte litigantă și după legea pentru organizarea și funcționarea jurisdicției de prize maritime este reprezentat înaintea primei instanțe de un comisar al guvernului (art. 9) iar înaintea instanței de apel de un comisar superior (art. 11) ;

Având în vedere că după art. 61 din această lege incumba comisarului Guvernului îndatorirea de a procedea la executarea hotărârii jurisdicțiunii de Prize maritime rămasă definitivă, și aceasta într'un termen de 30 de zile de când cel interesat i va fi adresat o cerere în acest sens ;

Având în vedere că art. 63 din aceeași lege prescrie că contestațiunile privitoare la înțelesul, întinderea și aplicarea hotărârii ce se execută, precum și la executarea ei de către comisarul guvernului se vor adresa de cel interesat instanței de la care emană titlu executor ; că nici un altfel de contestațiune nu se admit și că contestațiunile nu se vor putea face decât de acei care au fost chemați sau au figurat în instanță ;

Având în vedere că art. 23 din legea de mai sus, dispune că în instanță de invalidare vor fi chemați căpitanul Patronul vasului, proprietarul sau proprietarii vasului sau încărcătorii aflați în țară, că mai pot figura în instanță însă după cererea lor, făcând inseris comisarului respectiv, creditorii de orice fel exercitând acțiunile în locul debitorilor lor sau alături cu ei precum și societățile de asigurare ;

Considerând că atât din aceste texte cât și din întreaga economie a legii rezultă că ea a precizat care sunt acei care pot face contestațiune în contra executării unei hotărâri definitive a Jurisd. de Prize maritime, și că ea a acordat acest drept «celor interesați» adică acelor persoane care potrivit art. 23 trebuiesc a fi citate în instanța de validare sau care figurează în această instanță după cererea lor ; că legea nu a înțeles să confere dreptul de contestațiune nici comisarului guvernului, căci el procede la executarea hotărârii, nici comisarului superior, întrucât și dânsul reprezintă pe statul captor în sarcina căruia legea a pus executarea hotărârii definitive ;

Considerând că întrucât comisarul superior nu are dreptul de a face contestațiune la executarea unei hotărâri definitive, a jurisdicțiunii de prize maritime, incidentul ridicat de intimatul Alfred Pincas de inadmisibilitate a contestațiunii este întemeiat și urmează a fi admis respingându-se, în consecință ca neadmisibilă, contestațiunea făcută de d-l comisar superior la executarea hotărârii Curții de Prize Maritime cu No. 3 din 1 Noiembrie 1920.

Pentru aceste motive, Curtea, admite incidentul etc.  
(ss) Oscar Nicolescu ; Amiral C. Bălescu ; Alfred Juvara, Docan.

Grefier (ss) V. Anghelovici

## Opiniune

Sunt de părere că d-l comisar superior este în drept ca să facă contestațiune la executare.

(s) M. Bals

## TRIBUNALUL JUDEȚULUI BUZĂU SECȚIA I

Audiența dela 3 Februarie 1921

Președenția d-lui C. M. PANTELIMON, Prim-Președinte

Ștefan St. Carâp cu Toma I. Christescu

Sentința comercială No. 1

Amploiat comercial.—Inchirierea muncii sale.—Contract de locație de lucrări.—Asociațiune în participațiune.—Condițiuni.—Dacă se poate aplica art. 1472 c. civ.? Dacă indivizibilitatea mărturisirei se poate invoca în materie comercială?—Art. 1412 c. civ.; art. 251, 256 și 87 c. com.; art. 1472 și 1206 cod. civ.—Art. 46 cod. com.

1. Când o parte procură munca sa, iar cealaltă se folosește de această prestație remunerând-o, acest fapt constituie un contract de locație de lucruri (locație operarum), conf. art. 1412 c. civ., iar nu o asociațiune în participațiune, conform art. 251 c. com., căci lipsește un act scris (art. 256 c. com.) și participarea la beneficii (art. 87 c. com.).

2. Art. 1472 c. civ. nu se aplică decât servitorilor propriu ziși, iar nu și amployaților comerciali, cum e în speță.

3. Art. 1206 c. civ. nu și are aplicațiune în materie comercială, unde toate probele sunt admise fără nici o restricțiune, conf. art. 46 c. com.

S'a ascultat d-l avocat G. C. Moscu pentru reclamantul St. St. Carâp și d-l avocat Emil P. Teodoru pentru pârâtul Toma I. Christescu.

Tribunalul, deliberând,

Asupra acțiunii comerciale de față, care are de obiect cererea reclamantului Ștefan St. Carâp de a se obliga pârâtul Toma I. Cristescu la plata sumei de lei 40587 bani 50, partea sa din-profitul prăvăliei, cu procente legale și anume 15587 bani 50 ce avea să primească până la 25 Mai 1916 și 25000 partea ce i se cuvine ca asociat din vânzarea mărfurilor aflate în prăvălia pârâtului și care s'au vândut în lipsa sa pe când se afla în Moldova; cum și asupra cererei reconvenționale făcută de pârât, prin care cere ca reclamantul să fie obligat la plata sumei de lei 30000 prejudicii ce i-a cauzat prin plecarea sa în Moldova;

Având în vedere cererile și susținerile părților, actele aflate la dosar și concluziunile scrise depuse în cauză;

Având în vedere că din dezbateri și actele aflate la dosar rezultă în fapt următoarele: În anul 1913, reclamantul Ștefan St. Carâp, nepot de soră al pârâtului Toma I. Cristescu, a fost luat de acesta să-l ajute în comerțul lui de coloniale și bănturi spiritoase la magazinul ce-l avea în orașul Buzău, dându-i 30% din beneficii; S'au socotit împreună la 25 Mai 1916 și reclamantul avea de primit lei 9936 bani 55, apoi reclamantul a continuat a lucra în prăvălie până la ocupațiunea inamică, 25 Noembrie 1916, când a plecat în Moldova și lăsa prăvălia pe seama unchiului său pârâtul Toma I. Christescu. Inapoiindu-se din Moldova îi cere socoteala și neînfrângându-se s'au referit la arbitri. Cei patru negustori, arbitri, aleși de dăușii, au recunoscut reclamantului dreptul la suma de lei 9936 bani 55, plus beneficiile dela 25 Mai 1916, când s'a socotit până la plecarea sa, 300 lei lunar, și reclamantul ne fiind mulțumit a intentat pârâtului acțiunea de față.

Având în vedere că faptele astfel precum sunt arătate constituiesc în drept o locațiune a lucrărilor (locație

operarum) prevăzută de art. 1412 cod. civ. un contract în care o parte, reclamantul, procură munca sa, iar cealaltă parte pârâtul se folosește de această prestație plătit preț ei, preț pe care legea nu-l definește și care poate fi în bani, produse sau beneficiu, ca în cazul nostru. Nu este o asociațiune în participațiune cum pretinde reclamantul, căci nu se acordă o participațiune în beneficiu și perderi, conform art. 251 cod. com. și nu se probează printr'un act scris, conform art. 256 cod. com. Participarea reclamantului la beneficiu, ca plată a muncii sale, nu-i atribue calitatea de asociat, după cum se vede în art. 87 c. com.;

Având în vedere că reclamantul în această calitate de amployat comercial are drept la plata muncii sale până la plecarea sa în Moldova, sumă care după cum rezultă din actele aflate la dosar, depunerile martorilor și recunoașterile pârâtului este de 10943 lei, ce pârâtul urmează a fi obligat a-i plăti reclamantului, și nu are drept și la suma de 25000 ce o pretinde ca asociat din vânzarea mărfurilor în timpul lipsei sale pe când se afla în Moldova;

Că chiar de s'ar admite că a fost o societate în participațiune în cauză, o asociațiune fără termen, ea s'a desființat prin plecarea reclamantului în Moldova, că capitalul său consistă în munca ce o depunea în prăvălie, iar suma rămasă la unchiul său ca partea sa de beneficiu până la plecare, în lipsă de vre-o convenție, a rămas în depozit, iar nu ca miză socială, ca să aibă drept la beneficii și în lipsa sa;

Având în vedere că în ce privește obiecțiunile pârâtului că el a recunoscut că datora reclamantului această sumă de lei 10943, dar că i-a plătit-o, că urmează a fi crezut pe cuvânt ca patron, că mărturisirea sa nu se poate divide și în fine că are martori cu care probează plata sumei, aceste obiecțiuni nu sunt fondate în drept. Mai întâi art. 1472 c. civ. că patronul se crede pe cuvântul său pentru cătmea salariului și pentru plata lui, nu se aplică decât servitorilor propriu ziși, nu și amployaților comerciali, cum e în cazul nostru. Apoi indivizibilitatea mărturisirei prevăzută de art. 1206 cod. civ. nu și are aplicație de cât atunci când partea s'ar întemeia exclusiv numai pe această mărturisire, căci nu este în speță, unde avem și alte probe pentru stabilirea faptelor asupra cărora s'a făcut mărturisirea, ca depozitiunile de martori, acte, etc. În speță obiecțiunea cu indivizibilitatea mărturisirei este și mai nefondată, căci ne găsim în materie comercială, unde toate probele sunt admise fără nici-o restricțiune, conform art. 46 cod. com., partea căreia i se opune o asemenea mărturisire complexă, poate combate alegațiunile acestor, care tind să nimească faptul principal. De altminterlea chiar pârâtul făcând o asemenea mărturisire în cursul procesului a cerut proba cu martori spre a dovedi că a plătit reclamantului suma ce-i datora;

Având în vedere că din depunerile martorului I. Atanasu, N. Constantinescu și E. H. Iner, propuși de pârât, nu rezultă că el a plătit reclamantului suma de lei 10473, iar deposițiile singurei martore Elisabeta Nicolescu, că ar fi văzut din o odată de alături cum Toma I. Cristescu a dat reclamantului suma de zece mii și vro trei sau patru sute lei sunt neverosimile, martora refugiată din București în timpul ocupațiunei lucrărilor bărbătească la Toma I. Christescu într-o odată și pretinde că a văzut de acolo într'altă odată pe Toma Christescu numărând suma, ceiace este greu de admis, că a putut vedea din altă odată; în fine martora arată că aceasta s'a petrecut în luna iunie 1918, dar nu știe sigur dacă erau nemți în localitate însă ei se pare că nu erau când se știe că în iunie 1918, era încă

ocupația inamică, cejace arată că martora nu își dă bine seama de arătările sale;

Având în vedere că în ce privește cererea reconvențională făcută de pârâțul Toma I. Christescu de a se obliga reclamantul la plata sumei de lei treizeci mii, daune ce i-a ocazionat reclamantul prin plecarea sa în Moldova, tocmă când pârâțul avea mai multă nevoie de dânsul la prăvălie, această cerere nefiind cu nimic dovedită, trebuie să se respingă ca atare, mai ales că reclamantul fiind dintre dispensați a putut pleca în Moldova, după ordin, spre a fi revizuit.

Având în vedere și cererea de cheltuieli de judecată cerută de reclamant pe care Tribunalul apreciind o fixează la suma de lei cinci sute,

Pentru aceste motive redactate de d-l Prim Președinte C. Pantelimon Judecata, admite în parte acțiunea intentată de Ștefan St. Carâș.

(ss) *Const. Pantelimon*; A. Săfîrescu

Grefier (s) C. Pavelescu

NOTĂ. — Sentința tribunalului Buzău pune în discuție și desleagă foarte bine mai multe chestii juridice. Prima chestie scoasă din calificarea speței și care formează nota dominantă a procesului, este locația lucrărilor. Tribunalul scoate caracterul contractului din munca prestată și prețul ei. Instituția acestui contract se prezintă sub aspecte deosebite, după interesul din care este privită. Așa de pildă, economiștii o numesc în chip impropriu, dar potrivit interesului lor, „contract de salariu”, „contract de muncă”. În drept, autorii privind realitatea juridică o numesc „contract de închiriere”. În sfârșit, codul numește această instituție „închirierea lucrărilor”. Numirea pe care i-o dă codul, este expresia naturii juridice a acestui contract.

Într-adevăr, forța de muncă, fie intelectuală fie manuală este utilizabilă. Echivalentul ei este salariul, care este în funcțiune de timp și de calitate. Această forță se oferă spre a fi folosită după cerere. Contractul și caracterul său juridic constă în folosul forței procurate și în salariul plătit. Distincțiunea ce se face în viața de toate zilele între așa zisa muncă servilă și profesiunile liberale de natură oarecum nobilă, nu se cunoaște în codul nostru civil și cel francez.

În cât, aceste codificări, deși învechite în toată structura lor juridică, au din acest punct de vedere un fond egalitar, democrat.

Sentința Trib. Buzău susține teza locațiunii lucrărilor și nu a societății în participație susținută de reclamant pe următoarele considerațiuni: 1) nu se acordă o participare la beneficii și pierderi potrivit art. 251 c. com.; 2) nu se probează asociația printr'un act scris potrivit art. 256 c. com.; 3) faptul că se acordă reclamantului o parte din beneficii ca plată a muncii sale, nu-i atribuie calitatea de asociat, având în vedere dis-

pozițiile art. 87 c. com. Aceste considerațiuni formează a doua chestie juridică pusă în discuție.

Un argument, care vine însă contra tezei susținută de tribunal, este că locația operaram presupune în principiu un salariu fix, plătit totdeauna sigur. Partea de beneficii, variabilă în cantitate și aleatorie, este accesoriul. Iar ca persoane susceptibile de obligații și drepturi avem: patronul, debitorul salariului și responsabil de riscurile afacerii și salariatul, asigurat de plata salariului și în afară de fluctuațiunile riscului. Ceea ce curmă însă discuția, înlătură ideea asociației în participație și consolidează teza susținută de tribunal este art. 87 c. com. Redacția și spiritul acestui articol condiționează calitatea unui asociat nu numai de participarea la beneficii, dar și de alte elemente care deși nu sunt spuse, dar se subînțeleg din termenii întrebunțați și se impun cu necesitatea unui adevăr evident: riscurile pierderii. Termenii întrebunțați, din care reiese această idee sunt: „nu li se atribuie numai prin această calitate de asociați”.

S'ar putea obiecta că și în acest caz este un risc: munca depusă. Într-o societate se poate aduce ca parte socială, munca, industria, cunoștințele speciale<sup>2)</sup>. Obiecția se înlătură însă examinându-se în fapt și intenția părților<sup>3)</sup>. Sau, în speță, din complexul probelor aduse reiese că în intenția părților n'a fost ideea asociației.

Până acum am examinat actul în sine, raporturile juridice dintre părți. Tribunalul mai pune în discuție și forma externă, mijlocul de probă al actului. Și în această privință sprijinindu-se pe dispozițiile art. 256 c. cm. care și dovedea actului scris. Tribunalul, asupra acestui punct, dă în parte o soluție nejuridică, pe care n'o împărtășim. Contractul de societate, pentru efectele sale în viitor, este adevărat că nu se poate proba decât prin act scris; când este însă vorba de efectele sale din trecut, pentru societățile în nume colectiv și în participație se face o abatere de la această regulă stabilită. Desfacerea acestor din urmă societăți, raporturile dintre asociați, sau dintre ei și terții, existența de fapt a acestor societăți se poate proba prin orice mijloc. În acest sens este curentul nou în doctrina și jurisprudența română, italiană și franceză<sup>4)</sup>, or, cum în speță se cerea desfacerea unei societăți în participație și lichidarea ei, fiind vorba de efectele sale din trecut, condiția actului scris ca mijloc de dovadă nu era trebuitoare.

2) M. A. Dumitrescu. Codul de Comerț, vol. III, no. 560.

3) Dreptul, 1897, p. 364.

4) E. Antonescu, Codul Comercial Adnotat, vol. II, p. 106 no. 17 cu numeroase citații din jurisprudența italiană; M. A. Dumitrescu, op. citat vol. IV, no. 1070, p. 849; *Curierul Judiciar*, no. 18, din 1921, p. 197; Ch. Lyon Caen & Renault, Manuel de Dr. Com. no. 325 și 328.

Stabilindu-se, deci, în principiu suma datorită și că în speță este vorba de o locatio operarum, pârâtul opune ca mijloc de apărare recunoașterea salariului cerut, dar prin aceeași recunoaștere adaugă că l'a plătit. Pe temeiul mărturisirii sale el obiectează că în calitate de patron trebuie crezut pe cuvânt, că mărturisirea sa nu se poate divide și că în fine cu martori a dovedit plata.

La prima obiecție tribunalul răspunde că dispozițiile art. 1472 c. civ. se aplică numai servitorilor, nu și angajaților comerciali, cum este în speță. Argumentul tribunalului nu este juridic, de oarece, acest articol nefăcând nici o distincție, el se aplică deopotrivă și angajaților și servitorilor. De alt argument valabil se putea servi tribunalul în această obiecție. Iată, de pildă, ce a spus Înalta Curte de casație în mai multe rânduri în această privință: că proba ce rezultă din art. 1472 c. civ. este o probă ordinară, nu absolută, care poate fi combătută prin interogatoriu, jurământ și prin orice act, ce emană din partea patronului<sup>5)</sup>. Aceasta mai cu seamă când salariul se datorește pe mai mulți ani<sup>6)</sup>. Iar doctrina franceză merge atât de departe încât susține că în cazul când contractul și cuantumul salariului este stabilit, patronul nu poate dovedi plata salariului mai mare de 150 lei decât prin act scris<sup>7)</sup>. La a doua obiecție a pârâtului tribunalul răspunde că principiul indivizibilității mărturisirii se aplică numai când partea se întemeiază exclusiv pe această mărturisire, iar nu în cazul când mai sunt și alte probe. Și aceasta cu atât mai mult că în speță aflându-ne în materie comercială, toate probele sunt admise fără restricție; deci în mărturisirea complexă faptele accesorii, cari tind să nimicească faptul principal, pot fi combătute, ceea ce în speță pârâtul a făcut. Considerațiunile tribunalului sunt în armonie cu doctrina și jurisprudența română și streină<sup>8)</sup>.

Tribunalul a pierdut însă din vedere a pune în valoare un argument de mare însemnătate: divizibilitatea mărturisirii. Speța fiind un exemplu clasic de mărturisire complexă, scindarea ei era îngăduită. Chestia impune o lămurire: este un principiu, care a dominat în dreptul roman că cine face o mărturisire, dar opune o excepție, trebuie să dovedească excepția. Glosatorii au creat însă teoria indivizibilității, sau așa numita mărturisire calificată, tăgăduirea motivată, opunerea condiții suspensive din partea pârâtului. Teoria glosatorilor a fost primită de vechea jurisprudență franceză, trecând apoi și în codul napoleon<sup>9)</sup>. Teoria indivizibilității mărturisirii în drep-

tul francez, a fost dusă la extrem. La noi sunt 2 texte de lege, care impun un temperament: ar. 1169 și 1206 c. civ. Aceste 2 texte de lege trebuiesc conciliate. Primul formează dreptul comun, al doilea, o derogare. Când se aplică unul și când se aplică celălalt? Art. 1169 c. civ. este sediul mărturisirii complexe, care constă în recunoașterea a 2 fapte.

Primul fapt este chestia juridică principală, al doilea, o modificare, un accesoriu, care schimbă esența juridică a celui dintâi, îl desființează. Prin aceasta cele 2 fapte devin distincte. De pildă, cum este și în speța noastră: pârâtul recunoaște o datorie, dar opune excepția de plată. În acest caz cele 2 fapte sunt distincte, mărturisirea este divizibilă. Art. 1206 c. civ. este sediul mărturisirii calificate, deosebită de cea dintâi. Această mărturisire constă în 2 fapte, dar între ele sunt o legătură atât de firească, în cât ambele fapte constituiesc un singur act juridic, continuu, conex și spontan, ce nu se poate scinda. În acest caz mărturisirea este primită, sau respinsă în întreaga ei. De pildă, pârâtul recunoaște datoria, dar opune că datorează<sup>10)</sup> mai puțin, sau cu condiție.

Celelalte 2 chestii: depozitul și desfacerea contractului prin plecarea reclamantului în Moldova neputând nici o importanță juridică, trecem fără nicio discuție asupra lor.

P. VASILESCU  
Doctor în drept din Paris  
Avocat

## TRIBUNALUL BUZĂU SECȚIA I

Audiența dela 8 Aprilie 1921

Președenția d-lui N. ATHANASIU, Judecător

Acțiune penală.—Acțiune temerară.—Dacă se aplică art. 93 L. J. O.? Soluțiune negativă.

*Art. 93 din legea judecătorilor de ocoale din 1908, care condamnă pe partea «ce a căzut în pretențiunile sale», când a intentat o acțiune temerară și învederat nedreaptă, la «o amendă», nu-și are aplicațiunea decât în materie civilă, iar nu și în materie penală.*

Tribunalul,

Asupra apelului făcut de reclamantul Simion F. Nichifor din comuna Meteleu, în contra cărței de judecată penală cu No. 689/920 a judecătoriei ocol Pogoanele, prin care este condamnat conform art. 93 din legea jud. de ocoale la 200 lei amendă în folosul statului;

Ascultând pe părți în susțineri și pe d-l Prim-Procuror în concluziuni, și văzând și actele din dosar;

Având în vedere că, în fapt, Simion Fătu Nichifor prin petiția înregistrată la No. 345 din 20 Septembrie 1920 sesizează judecătoria Pogoanele că a fost bătut

5) Cas. s. I-a no. 357, din 1893, *Dreptul* no. 77, din 1893.

6) Cas. s. I-a no. 57, din 1886, B. 1886, p. 110.

7) *Planiol*, op. cit. no. 1839.

8) *Domolombe*, Cours de Code Napoleon XXX no. 518.

9) *D. Alexandrescu*, *Dreptul civil Roman*, vol. VII, No. 336, 337; *Cas. Sect. Unite* no. 8, din 1882, B. 1882, p. 181; *Bonnier*, *Traité des Preuves en matière civile et commerciale*

356; *Laurent*, *Principes de Droit Civil Français* XX, 205; *Cas. Fr. Srey*, 1900. I. 250; *Pand. Periođ* 94. 2. 189; *Pand. Fr. Aveu* 221, 369.

10) *Al. Degré*, *Scrieri Juridice*, vol. I, p. 360.

de către Popescu Mirea și soția sa Smaranda Mirea D. I. Popescu, judecătoria prin cartea de judecată cu Nr. 689 din 18 Oct. 1920, achită pe Mirea D. I. Popescu și soția sa Smaranda M. D. I. Popescu și condamnă pe reclamantul Simion F. Nichifor în baza art. 93 din leg. jud. de ocoale la 200 lei amendă, constatând din debateri că în realitate el a bătut pe inculpați;

Contra acestei cărți de judecată Simion Fătu Nichifor, face apel pe care tribunalul urmează să-l cerceteze;

Având în vedere că chestiunea de drept care se pune, este a se ști dacă art. 93 din leg. jud. de ocoale se aplică și în materie penală?

Având în vedere că, legiuitorul din 1908 a pus la îndemâna sâtenilor o justiție mai accesibilă cu procedura mai simplă, cu termene scurte, scutiri de timbre, etc., etc., iar pe de altă parte, pentru a nu incuraja pe cei ce vor vroi să pornească procese nedrepte pentru a intimida și a pune pe drumuri și cheltuieli pe cealaltă parte, a elaborat art. 93 din leg. jud. de ocoale;

Considerând că, din expunerea de motive și din felul cum este redactat art. 93, reese în mod clar că el se aplică numai în materie civilă, căci articolul pomeneste de «pretențiunile nedrepte ale părții» și pretențiunile în înțelesul larg nu pot fi cerute de cât pe cale de acțiune principală civilă și aci nu poate fi vorba de pretențiunile rezultate dintr'un fapt penal, cari se pot urmări odată cu acțiunea publică însă ca accesoriu al acestuia;

Având în vedere că, dacă aplicarea art. 93 este lăsată la facultatea judecătorului, el va trebui să aibă în vedere scopul care a condus pe legiuitor atunci când le-a editat și nu trebuie să-l aplice ori de câte ori partea cade în pretențiuni, căci se poate ca, cel cu dreptate dacă nu știe să și-o dovedească să piardă; judecătorul va aplica acest text numai atunci când se va fi convins că partea a pornit proces numai din spirit de răzbunare și numai pentru a intimida s'au molesta pe cealaltă parte;

Având în vedere că, abaterile de la legile penale sunt de ordine publică și societatea are interes ca ele să fie descoperite și pedepsite;

Considerând că, dacă s'ar admite că art. 93 din legea jud. de ocoale să se aplice și în materie penală, atunci s'ar avea ca consecință că partea căreia i s'a cauzat un prejudiciu printr'un fapt penal, dar care nu este sigur ci are numai indicii asupra autorului, să nu mai aibe curajul să reclame autorităților însărcinate cu descoperirea infracțiunilor sau să sesizeze direct instanța de judecare, căci s'ar teme că, dacă nu va dovedi complet afirmațiunile sale, să știe că va putea să fie pedepsit și atunci indiciile, cari duc de cele mai multe ori la descoperirea autorilor, să rămână necunoscute, contrar interesului social și ordinii publice;

Dar admitând totuși că art. 93 din leg. jud. de ocoale s'ar aplica și în materie penală, rămâne de văzut dacă în speța de față el putea fi aplicat. Judecătoria, după ce constată din debateri că cele afirmate de reclamantul Simion Fătu Nichifor nu sunt întemeiate și că în realitate el a bătut pe inculpați, trebuia să pue sub inculpare și să-l condamne în baza textelor din codicele penal. Ori judecătoria nu face aceasta, căci în cartea de judecată nu spune nimic și condamnă pe Simion Fătu Nichifor la 200 lei amendă în baza art. 93 leg. jud. de ocoale;

Considerând că tribunalul ca instanță de apel în baza principiilor, că în apel nu se poate face inculpatului situația mai grea și că nimeni nu poate fi privat de beneficiul celor două grade de jurisdicțiune, nu poate să pue pe apelant sub inculpare dacă aceasta n'a fă-

cut-o prima instanță și să-l judece în prima și ultima instanță, ci urmează să-l achite intru cât a fost condamnat de prima instanță în mod nelegal;

Pentru aceste motive, redactate de d-l supleant V. M. Vasilescu, tribunalul,

Admite apelul și achită pe inculpat.

(ss) N. Athanasiu, V. M. Vasilescu

NOTĂ. — Speța dedusă în judecata trib. Buzău, după cât cunoaștem noi, vine pentru prima dată înaintea instanțelor noastre judecătorești. Speța e următoarea: X intențiază înaintea judecătorului de ocol o acțiune penală, având ca obiect bătaia sa, judecătorul constată în cursul judecății că reclamantul nu numai că n'a fost bătut, dar el a bătut pe inculpat, și atunci judecătorul în urma acestor constatări achită pe inculpat și condamnă pe reclamant, coform art. 93 l. j. o., la 200 lei amendă, pe temeiul că acțiunea sa a fost temerară.

În apel, tribunalul pune această chestiune de drept: art. 93 se aplică și în materie penală? și dă o soluție negativă.

Cu toată redactarea îngrijită a hotărârii, ne pare rău că nu putem subscire și noi la soluțiunea trib. Și vom căuta să dovedim aceasta.

Atât din spiritul legii, cât și din litera ei, rezultă fără nici o puțință de îndoială, că art. 93 se referă numai la *acțiunile temerare, indiferent de natura lor.*

Și această constatare reese, atât din expunerea de motive, cât și din debaterile parlamentare, unde s'au combătut cu înverșunare de adversarii legii din 1908, pretinsa inovație a legiuitorului, a d-lui Toma Stelian.

Intr'adevăr, expunerea de motive a legii se exprimă clar: «Pentru a împiedica acțiunile temerare, a înlătura mijloacele de apărare vexatorii și a descuraja spiritul de șicană, am prevăzut în art. 93, nu numai o întregă despăgubire pentru partea căștigătoare, dar și o penalitate atât pentru partea care cade în pretențiuni (reclamantă, rectificăm noi), cât și pentru avocatul sau apărătorul ei, în caz când acele pretențiuni vor fi învederate nedrepte. Această măsură va fi o deșteptare pentru acei ce cu știință și voință pornesc judecăți numai pentru a molesta sau intimida pe cineva...»

D-l Missir, în Cameră, combătând pe adversarii legii, a completat: «Admit ca aceasta poate să aibă aci și caracterul unui delict. Căci, ce e delictul, de cât o infracțiune la lege? Ce infracțiune? La care lege? Legea e aceasta însăși pe care o discutăm, iar infracțiunea e bazată pe o idee de violarea moralei, de tulburarea societății.

„În Moldova a fost o asemenea lege, care pedepsea, fără distincțiune, toate încercările de procese temerare“. (Cfr. Corneliu Botez. Noul codice de sedință a jud. de ocol, p. 1006, 1007).

Prin urmare, intențiunea legiuitorului a fost

de a pedepsi acțiunile temerare, adică pornite din spirit de *șicandă*, *răzbunare*, *ură*, etc., indiferent dacă are un caracter civil sau penal. De aceea legiuitorul cere trei condițiuni pentru a se aplica penalitatea: 1. O acțiune *invederat nedreaptă*; 2. *Făcută cu știință și voință* (elementul intențional); 3. Cu scopul de a *molesta sau intimida* pe partea adversă. Prin urmare această *penalitate* e sancțiunea unei infracțiuni, sau unui *delict*, cum se exprimă cu drept cuvânt d-l Missir.

Că faptul este așa, e că legiuitorul pe lângă acordarea întregii reparațiuni cuvenită părții adverse, de către partea *vinovată*, sau cum se exprimă legiuitorul „care a căzut în pretențiuni“, mai prevede și o *penalitate*: amendă, până la 200 lei, care are caracterul unei amenzi penale, putându-se transforma, în caz de insolabilitate, în închisoare, conf. art. 28 c. p.

Și atunci, de ce distincțiunea între acțiunea civilă și cea penală? De ce s'ar aplica numai celor dintâi? De ce să se facă distincțiune, acolo unde legea nu o face?

Dar tribunalul aduce un argument original, că dacă s'ar aplica art. 93 și în materie penală, atunci partea vătămată n'ar mai avea curajul (?) să investească instanțele represive cu o acțiune penală, când n'ar avea indicii suficiente contra delicventului, sau n'ar fi cunoscut, și prin urmare s'ar stânjeni descoperirea infracțiunilor.

Mărturisim că argumentul ni se pare foarte puțin convingător, căci judecătorul are toată latitudinea de a aprecia, când acțiunea reclaman- tului e neîntemeiată din lipsa de indicii de probe și când ea este pornită din spirit de *șicandă*, cum e în speță, deci *invederat nedreaptă*.

Dealtmintreli această chestiune a acțiunilor penale temerari nu este nouă. În Franța încă de la 1886, Bozerian propusese în Senat un proiect de lege, care tindea la reprimarea abuzurilor *citațiunii directe* înaintea instanțelor represive, când acțiunea era temerară, adică *pornită din spirit de șicandă, șantaj, răzbunare*, etc., pedepsind-o cu o amendă de la 100—10000 fr. în folosul preveniului. (V. asupra chestiunii broșura noastră *Acuzatorul privat*, p. 14, nota 3).

Acțiuni temerarii pot fi nu numai în materie civilă, ci și penală, ori ele trebuiesc reprimare cu deopotrivă îndreptățire.

S'ar putea obiecta: art. 93 nici n'are nevoie să fie aplicat în materie penală, căci inculpatul are o altă armă mai eficace contra reclaman- tului: *acțiunea în calomnie*.

Desigur că ar fi și acesta un corectiv, însă pentru oamenii simpli de la țară, care nu cunosc spiritul legilor, a întreprinde o nouă judecată, la trib., spre a căpăta satisfacție, înseamnă a se lăsa păgubas.

De aceea legiuitorul din 1908, pentru a curma acțiunile temerarii, indiferent de natura lor, a înscris *penalitatea* din art. 93, care pe lângă că dă o satisfacție promptă, dar este în același timp intimidantă și moralizatoare.

Iată pe ce temeiuri nu aprobăm soluția trib. Buzău.

Din contră, am cere judecătorilor de ocoale, cât mai deasă aplicațiune a art. 93, în pricinile fie de natură civilă, fie de natură penală, unde constată o *invederată nedreptate*, un *invelerat spirit de șicandă*, un *invederat spirit temerar*.

E. C. DECUSARĂ

## REZUMATELE JURISPRUDENTEI

### CURTILOR DE APEL ȘI ÎN ALTEI CURȚI DE CASAȚIE

#### CURTEA DE APEL BUCUREȘTI

##### SECȚIA I

*Apelant*: Mihail Cristea, în calitate de administrator-sechestrul al averii Leopold Sinda, în persoană.

*Int. mat.*: Carol Zimmer prin d. avocați Em. Pantazi și R. Elias.

**Sechestrul administrator. — Atribuțiuni. — Legea din 22 Dec. 1916. — Interpretare. — Ne-derogare dela dreptul comun. — Dacă are sechestrul administrator al averii unui supus străin calitatea de a cere anularea unui act? — Soluție negativă. — Art. 4, 16, 17 și 27 din legea din 22 Dec. 1916. — Art. 615 al. 2 pr. etc.**

În principiu, persoana însărcinată ca sechestrul-judiciar fiind esențialmente un depozitar, atribuțiunile sale sunt limitate la o pură administrație și actele sale trebuie să fie călăuzite de caracterul provizoriu și conser- vator al puterilor sale, căci legea din 24 Dec. 1916 relativă la supușii statelor cu care statul român se

găsește în război, n'a derogat de la dreptul comun în ceea ce privește conservarea și administrarea bunurilor puse sub paza justiției și aceasta reese destul de clar din însuși tăcerea legiuitorului în această privință.

Art. 16, 17 și 27 din legea dela 22 Dec. 1916 deși prevăd drepturi mai întinse, ca de pură administrație pentru sechestrul-administratori, însă aceste dispozițiuni nu răstoarnă principiile de drept comun, ci numai reglementează atribuțiunile lor, atunci când se continuă întreprinderea societăților sau lichidarea lor, putând în aceste cazuri să facă acte de împrumut, de vânzare, de transacție, etc.

Art. 4 din legea dela 22 Dec. 1916 deși prevede că anularea actelor sau contractelor făcute de supușii statelor cu care Statul român se găsește în război n'a putea fi cerută de orice persoană interesată, totuși sechestrul-administrator nu este îndreptățit a o cere, fiindcă n'are calitatea de parte interesată, căci prin parte interesată se înțelege acele persoane, care au interes în act, *in rem*, și care le-ar fi prejudiciabil și opozabil.

Sechestrul judiciar fiind un administrator provizor

numit pentru îngrijirea și conservarea averii celui sechestrat, atribuțiunile sale sunt mărginite la acte de pură conservare, de aceea legiuitorul prin art. 615 pr. civ. al. 2 consacră dreptul de control autorităților judecătorești asupra sechestrurilor-judiciare, atunci când stau în justiție în numele părților litigante, iar dacă legea din 22 Dec. 1916 face o excepție în această privință, ea nu poate fi întinsă și la acțiunile de anulare, care nu mai sunt un act de conservare sau de administrație, ci de dispoziție.

Prin urmare, în speță, apelantul în calitate de sechestr-administrator al averii lui Leopold Sinde, intențând o acțiune în justiție pentru a se anula contractul de vânzare intervenit între cel sechestrat și intimat, sub ocupațiune, cum este în speță, el a exces atribuțiunile sale, căci nu avea calitatea de a o cere (Curtea de Apel București, secția I-a, decizia civilă No. 27 din 16 Februarie 1921, prin care s'a respins apelul contra ordonanței prezidențiale No. 1009/1920 a Trib. Ilfov, secția III c. cor.).

## SECȚIA II

Apelant: Victor Cozacheviciu prin d. avocat Păunescu.

Intimat: Gh. Coppa prin d. avocat Negoescu.

**Contract de locație. — Nespitalizarea locului plăței. — Plata la domiciliul locatarului. — Neprezentarea locatarului. — Consemnarea plăței. — Cererea de reziliere. — Inadmisibilitate. — Art. 1104 c. civ.**

Când într-un contract de închiriere nu s'a stipulat locul unde să se facă plata chiriei, conform art. 1104 c. civ., ea urmează să se primească la domiciliul locatarului; iar când locatarul nu s'a prezentat să o ceară la termen, și locatarul a fost obligat să o consemneze, locatarul nu mai poate cere rezilierea contractului.

Proba cu martori cerută, ca să dovedească că a fost la locatar să ia chiria, dar nu l-a găsit acasă, este inoperantă și neconcludentă în cauză, căci dacă n'a fost personal locatarul, cum e în speță, era familia sa căreia i se lasă să-i facă plata. (Curtea de Apel București, secția II, decizia civilă No. 20 din 8 Februarie 1921 prin care s'a admis apelul contra sentinței vivile No. 1068/1920 a Trib. Ilfov secția IV c. cor.).

## SECȚIA III

Apelanți: Virgil Gabrielescu, în calitate de administrator-sechestr al marelui Zechender & Halberstadt, prin d. av. Urlăteanu; Josef Halberstadt, ca proprietar al marelui pr. d. av. G. Bădescu; Vasile Năstase, arendașul marelui prin d. avocați D. Dobrescu și G. Dobrescu-Prahova.

Intimat: Roman Halberstadt prin d. avocați Al. Otulescu și R. Elias.

**Sechestrul judiciar. — Cerere. — Oferire de garanție din partea debitorului. — Dacă se poate opune creditorul. — Art. 617 pr. civ. — Interpretare.**

În principiu nu se poate împiedica numirea de sechestr-judiciar prin oferire de către debitor a unei cautiuni, pentru considerațiunea că art. 617 pr. civ. prevede că debitorul poate să fie primit a depune garanție numai atunci, când este vorba de ridicarea unui sechestr asigurător, iar nu pentru evitarea înființării unui sechestr-judiciar cu care nu se poate confunda. Măsura coprinsă în art. 617 pr. civ. este de strictă interpretare și ca atare trebuie limitată numai la sechestrul asigurător.

Prin urmare, în speță, cererea de înființare a unui sechestr-judiciar asupra marelui Zechender & Halberstadt până la terminarea procesului de fond, care are de obiect anularea contractului de arendare, făcută de intimat, este admisibilă. (Curtea de apel București, secția III,

decizia comercială No. 33 din 5 Iulie 1920 prin care s'a respins apelul contra sentinței No. 324/1920 a Trib. Ilfov secția I-a com.).

## SECȚIA IV

Apelant: Paul Focșăneanu proprietarul soc. «Electro-Motrice», prin d. avocat N. Alexandrescu.

Intimat: N. Bădescu prin d. avocat Dendrino.

**Contract de locație. — Plata chiriei. — Termen. — Prelungire. — Condițiuni. — Terțiu achizitor. — Consemnarea sumei fără ofertă reală. — Pact tomisoriu. — Renunțare tacită. — Dovadă. — Act scris. — Probă cu martori. — Inadmisibilitate. — Art. 1114 c. civ.**

Legea din 24 Aprilie 1920 n'a prelungit contractele de închiriere decât numai sub sancțiunea art. 2 care cere ca chiriașul să fi plătit chiria la termen. Deși această prelungire s'a făcut fără acordul proprietarului, însă legea n'a adus nici o modificare clauzelor din contract în cursul executării.

Renunțarea tacită la pactul comisoriu expres prin primirea plăței în alt mod, decât cel prevăzut în contract, nu poate fi opozabilă terțiului achizitor, dacă nu e dovedită printr-un act înscris cu dată certă, în care caz dovada cu martori e inadmisibilă.

Conform art. 1114 c. civ. în caz de refuz din partea creditorului de a primi suma ce i se datorează, debitorul trebuie să facă oferta reală urmată de consemnațiune după formalitățile cerute de lege, pentru a fi valabilă, ciacei în speță nu s'a făcut. (Curtea de Apel București, secția IV-a, decizia civilă No. 37 din 2 Martie 1921, prin care s'a respins apelul contra sent. No. 727/1920 a Trib. Ilfov secția III c. cor.).

## INFORMATIUNI

Luni 20 a. c. a avut loc în sala IV a Facultății de drept din București, adunarea membrilor aderenți la Cercul de studii penale, penitenciare și de poliție științifică. S'a votat statutul și regulamentul cercului și s'a ales următorul comitet:

Președintele cercului: Iulian Teodorescu, Profesor de drept penal la universitatea din București.

Vice-Președinți: Alex. D. Oprescu, Procuror la Înalta Curte de Casație și Președinte al secției penale.

I. Ionescu, Directorul general al Inchisorilor și Președinte al secției penitenciare.

Romulus P. Voinescu, Directorul general al Siguranței Statului și Președinte al secției poliției științifice.

Membru: În secția penală: Corneliu Botez, Matei Balș, Consilierii la Curtea de Casație, Dem. I. Dobrescu, Decanul Baroului de Ilfov, Vespasian V. Pella, Profesor de drept penal la Facultatea din Iași, I. Ionescu-Dolj, Consilier la Curtea de Apel.

În secția penitenciară: C. Rătescu, Consilier la Înalta Curte de Casație, Bonea Stelian, Consilier la Curtea de Apel, Grigore Săvescu, Prim-Președinte Trib. Ilfov, Radu D. Rossetti și Mihail Mora, Avocați.

În secția poliției științifice: Dr. N. Minovici, C. Smântănescu, Caton Călugăreanu, Stan Emanuel, C. Comșa, Inspectori generali de poliție.

Secretar general: E. C. Decusară, Directorul Statisticii judiciare.

Secretari de sedință: În secția penală: Vintilă Don-goroz, Avocat, în secția penitenciară: St. Arseneanu, Sub-Director în Direcția generală a Inchisorilor, în secția de poliție științifică: C. Cristescu, Șef de serviciu în Direcția generală a siguranței.

Casier: C. I. Marinescu, Sub-Directorul contabilității din Direcția generală a închisorilor.